



PROCES-VERBAL
ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
VENDREDI 31 MAI ET SAMEDI 1^{er} JUIN 2024
A NICE

B.O n° 2628

Vendredi 31 mai 2024

13h30 – Emargement des délégués

14h00 – Début des travaux

1. - Appel nominal par la Secrétaire Générale

LIGUES	VOIX Licences	DELEGUE 1	DELEGUE 2	DELEGUE 3	DELEGUE 4 Président de CD	DELEGUE 5 Président Club + 700 licences					
AUVERGNE- RHONE-ALPES	120 53 203	Jean-Luc MANAUDOU	24	Olivier HIRTZIG	24	Maxime USCLAT	24	Dominique DELCHET	24	Christophe FRAPPE	24
BOURGOGNE- FRANCHE-COMTE	48 (36) 17 490	Patrick TRIOEN	12	Jacky VIEVAL	12	Alain VIRLY	12	-	-		
BRETAGNE	41 13 510	Bénédicte COMPOIS	10	Jean-Yves ABGRALL	11	KERREC Vincent	10	Brigitte BONNEAU	10		
CENTRE-VAL DE LOIRE	39 (30) 12 722	Michel SAUGET	9	Patrick GASTOU	12	-	Serge COHEN	9			
CORSE	19 2 631	Pouvoir Gilles SEZIONALE	19								
GRAND EST	76 (61) 31 262	Stéphane METZGER	15	-	-	Guy SABATIER	16	Viviane CHARABIAS	15	Françoise HIRTH	15
GUADELOUPE	17 1 892	Gérard OLIVARY	17								
GUYANE	22 4 159	Pouvoir Gérard OLIVARY	22								
HAUTS-DE-FRANCE	64 (52) 25 268	Marie-Noëlle NOULARD	12	Benjamin MERCIER	12	-	-	Véronique GIBOT	12	Thomas CARPENTIER	16
ILE-DE-FRANCE	176 (141) 81 182	Evelyne CIRIEGI	36	Patrick FRADET	35	Jean BOULANGER	35	Rémi HEURTEL	35	-	-
LA REUNION	28 7 124	Henri FONTAINE	28								
MARTINIQUE	18 2 208	Alex BADIAN	18								
NORMANDIE	48 (24) 17 250	-	-	Hervé LESTURGIE	12	Philippe MARQUET	12	-	-		
NOUVELLE- AQUITAINE	72 (58) 29 453	Marc DEBERGHES	14	Laurette BERTON	16	Pierre LEGROS	14	-	-	Michel METAY	14
NOUVELLE- CALEDONIE	22 4 139	Jean-Claude ROBIN	22								
OCCITANIE	80 (64) 33 074	Bernard DALMON	16	Richard LAGRAVE	16	Julien VILLE	16	Gérard BOULOUNAUD	16	-	-
PAYS DE LA LOIRE	50 18 266	Joël PINEAU	12	Jacques LEFEVRE	14	Frédéric LEGAL	12	Pascal DREAN	12		
PROVENCE-ALPES COTE D'AZUR	103 (83) 44 812	-	-	Gilles SEZIONALE	20	Dominique LAGIER	23	Patrick PEREZ	20	Gilles LESPARE	20
TAHITI (voix consultatives)	18 (0) 2 127	Absent	-								
TOTAL : 401 772	1043	* Le reliquat éventuel de voix est attribué au délégué le plus âgé ou à défaut à son suppléant (en gras).									
Total voix représentées	886										

Assistent :

Lazreg BENELHADJ	Membre du Comité Directeur
Denis CADON	Chargé de Mission
Sylvie CAILLET	Membre du Comité Directeur
Dominique CUPILLARD	Secrétaire Générale
Christiane GUERIN	Vice-Présidente
Christine KITEGI	Membre du Comité Directeur
Christelle MIGNE	Membre du Comité Directeur
Carine SOLLBERGER	Membre du Comité Directeur
Henri WACHTER	Membre Honoraire
Georges DE BONDY	Commissaire aux Comptes
Dominique BERTHE	Vérificateur aux Comptes
François DETAIL	Vérificateur aux Comptes
Guilène FAUBOURG	Vérificateur aux Comptes
Julien ISSOULIE	Directeur Technique National
Agnès BERTHET	DTN Adjointe
Rémi DUHAUTOIS	Directeur du Haut Niveau
Marc HANSSLER	Direction Natation Course
Sylvie NEUVILLE	Direction Natation Artistique
Yann-Even GRALL	Direction Water-Polo
Roland CABANES	Direction Eau Libre
Pierre HUI	Direction Technique Nationale
Laurent CIUBINI	Directeur Général
Alexandra LABOUCHEIX	Directrice Financière et Administrative
Basile GAZEAUD	Directeur de l'Accompagnement des Réseaux et Territoires
Vincent HAMELIN	Directeur du Développement des pratiques et de la santé
Adrien CHANDOU	Directeur du Rayonnement
Antoine FONTAINE	Responsable Juridique
Valérie GICQUEL	Coordnatrice administrative Présidence/Évènementiel
Magali TAPRET	Responsable de la Coordination des Instances Fédérales
Clémence BEGUE	Représentante du CSE
Vincent BAUDEVIN (en partie vend)	Représentant Société MAESTIS
Erwan AUSTIN (en partie vend)	Représentant Société MAESTIS

Excusés :

Christine ARNOUX	Membre du Comité Directeur
Alain BERNARD	Membre du Comité Directeur
Philippe BRIOUT	Secrétaire Général Adjoint
Lionel CHALENDAR	Membre du Comité Directeur
Hélène GARDEAU	Membre du Comité Directeur
Laure GAUTHREAU	Membre du Comité Directeur
Myrtho MANDE	Membre du Comité Directeur
Dominique BAHON	Membre Honoraire
Madeleine BERNAVON	Membre Honoraire
Paulette FERNEZ	Membre Honoraire
Lucien GASTALDELLO	Membre Honoraire
Bernard PAILLIEUX	Membre Honoraire

2. – Ouverture par le Président de la Fédération Française de Natation

« Mesdames les Présidentes, Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les Délégués,
Chers tous,

C'est un grand plaisir pour moi que d'accueillir à Nice la dernière Assemblée Générale du mandat au sein du magnifique et emblématique Centre Universitaire Méditerranéen et je remercie chacun pour sa présence.

Après un siècle d'attente, la France accueillera les Jeux Olympiques à Paris et nous sommes tous concentrés en priorité sur cet objectif historique. Cette année a également été marquée par une succession d'événements sans précédent organisés par ou avec la Fédération :

- Le test Event Eau Libre en août 2023 malheureusement en partie annulé en raison de la mauvaise qualité de l'eau de la Seine ;
- Le Giant Open à Saint Germain-en-Laye qui a été une grande réussite. Je remercie à ce titre Florent Manaudou pour son implication en qualité d'ambassadeur auprès des athlètes internationaux ;
- L'inauguration du CAO, avec la chute d'Alexis Jandard qui a permis de faire parler de la discipline plongeon ;
- L'organisation des test Events de Natation Artistique, Plongeon et de Water-Polo au CAO, en collaboration avec Paris 2024, qui aura permis de mettre l'accent sur les améliorations à apporter notamment au niveau de l'accès au site ;
- Les prochains Championnats de France Elite à Chartres, seule qualification pour les JO de Paris.

Permettez-moi maintenant de revenir sur mon programme de 2017 qui reposait sur cinq piliers :

1. La performance sportive

La structuration du PPF commence à porter ses fruits avec en natation course une centaine de nageurs suivis, les Clubs d'excellence, les Centres d'accession et de Formation. Nous pouvons être fiers d'être passés de 6 Pôles France à plus de 60 structures suivies et avec lesquelles nous pouvons travailler de manière constructive et en confiance.

En Water-Polo, le PPF s'est appuyé sur les clubs du championnat élite d'une part et d'autre part, sur un staff renforcé qui a permis à l'équipe de France masculine d'atteindre pour la première fois le dernier carré lors des Championnats du Monde de Doha, en battant la Hongrie championne du Monde en titre.

La Natation Artistique s'est également bien restructurée, les CNAHN et CNR permettent d'avoir une formation plus coordonnée et une préparation des ballets plus précises. Les résultats sont déjà là, avec la 1^{ère} place obtenue par la France aux récents Championnats d'Europe Jeunes à Athènes.

Faute d'installation, le Plongeon a dû se réinventer dans un programme sur mesure qui porte ses fruits avec récemment les 6 médailles obtenues lors des test events au CAO, de bon augure pour les JO. Malgré un effectif réduit et des installations presque inexistantes, la discipline obtient aujourd'hui d'excellents résultats sur les événements internationaux. Je remercie par ailleurs Patrick Ollier qui a permis à nos plongeurs de pouvoir s'entraîner plus tôt au CAO et félicite l'ensemble du staff pour le travail accompli !

En Eau Libre, la France a qualifié 4 athlètes, avec d'excellents résultats sur la scène internationale.

Fort de ces résultats encourageants, nous pouvons espérer aujourd'hui que nos 5 disciplines performeront aux Jeux Olympiques de Paris !

2. Les équipements

J'avais pour ambition de donner aux clubs, comités départementaux et ligues les outils pour se positionner comme gestionnaire des bassins.

Je souhaite féliciter tous ceux qui ont relevé le défi comme en Bretagne à Châteauneuf du Faou ou dans les Hauts de France à Nogent-sur-Oise, sans oublier les expériences réussies en PACA, en Ile de France, en Occitanie ou en Normandie. Nous devons poursuivre sur cette voie !

En parallèle, la FFN a développé sa première formation de gestionnaire d'équipements.

Le projet de maison de la Natation sur l'Ile-de-France que nous portons avec Lazreg Benelhadj permettra de faire la démonstration que la FFN, tout autant que les DSP sait à la fois gérer durablement un équipement tout en respectant l'équilibre avec la pratique sportive d'un club.

Il faut également noter l'acquisition par la FFN de 23 bassins mobiles, de l'aquamobile en 5 x 10 m au projet Noha en 10 x 25 m, comme ceux mis en place avec le Département du 92.

Près de 32 000 enfants ont été touchés l'an dernier au travers de nos divers dispositifs estivaux : il est primordial que la Fédération poursuive son rôle sociétal en matière de lutte contre les noyades.

A noter également le rôle particulier que jouera la FFN dans le CAO qui, au-delà d'un pôle d'excellence en plongeon et en natation course, deviendra l'écrin de nos plus grands événements sportifs, à l'instar des Championnats d'Europe 2026 que nous avons obtenus. Merci à la Ligue Européenne, à la WA et aux collectivités qui nous ont permis de faire aboutir ce projet ambitieux.

3. Les systèmes d'informations

J'avais pour ambition de mettre les systèmes d'informations en solidité, en sécurité et de leur donner 10 ans d'avance. Grâce à un investissement déployé jusqu'en 2028 nous aurons un service totalement rénové.

Les premiers résultats sont là avec la livraison d'un site unifié, d'un logiciel de CRM des plus performants, avec les applications ENF rénovées à la rentrée et toutes les briques « nouvelle génération » que nous livrerons, année après année, dans une architecture modifiée, solide et évolutive.

4. La formation

La formation professionnelle des salariés, des bénévoles, des coachs, des gestionnaires de piscines : la Fédération a innové dans tous les secteurs en mobilisant tous les fonds publics qu'elle a pu obtenir.

Je souhaite mettre en valeur le temps passé sur la refonte du MSN et l'architecture des diplômes qui nous l'espérons apporteront clarté et mettront la FFN, l'INFAN et ses ERFAN au centre de la formation en termes de métiers de la Natation.

Il reste encore beaucoup à faire dans ce secteur, mais le succès de notre CFA, avec près de 246 apprentis en 3 saisons, est le plus bel exemple de réussite en la matière.

5. La gouvernance

Sur ce point nous étions et nous restons en pointe sur la volonté de mettre les clubs au centre de la gouvernance. Peu de fédérations ont atteint aussi rapidement la mise en adéquation avec la loi tel que nous l'avons fait.

Je sais que tout n'est pas parfait et nous pouvons encore mieux faire pour améliorer la participation et le partage des idées. J'en ai parlé avec certains et je suis conscient de nos axes d'amélioration mais je sais aussi que nos 37 cercles de compétences ont impliqué 400 personnes.

Je souhaite également mettre en valeur le Conseil des Territoires qui doit encore plus jouer un rôle de partage d'informations, montantes comme descendantes.

Grâce au travail de chaque club, département et ligue, nous dépasserons une nouvelle fois cette été les 402 000 licenciés et tendrons toujours un peu plus vers le 100 % licences, même s'il reste encore beaucoup à faire.

Nos objectifs financiers sont tenus avec un résultat à +342 K€ conformément à nos accords avec les CAC, avec des fonds propres au plus haut à plus de 9,5 millions d'euros grâce notamment aux acquisitions de bassins mobiles.

Mais ne nous trompons pas de combat. Notre seul objectif à cette heure doit être la réussite aux Jeux de Paris qui conditionnera l'avenir de la Fédération, notamment en termes de subventionnement de l'Etat.

Je nous souhaite durant ces deux jours des échanges à la hauteur de nos ambitions communes et que chacun puisse repartir dans sa région avec la certitude du travail de qualité réalisé par les équipes fédérales.

Bonne Assemblée Générale à tous ! »

3. – Mot de la Présidente Déléguée de la Ligue Régionale Provence-Alpes Côte d'Azur, Dominique LAGIER

« Bonjour à toutes et tous,
Monsieur Pascal Condomitti, Adjoint au Maire de la ville, Délégué aux Sports,
Monsieur Philippe Manassero, Président du CDOS des Alpes Maritimes, dont je salue la présence parmi nous et je les en remercie,
Monsieur le Président de la Fédération,
Mesdames, Messieurs :
Elu(e)s du Comité Directeur de la Fédération,
Présidents et Présidentes de ligue,
Délégué(e)s de ligue,
Représentants et représentantes de la Direction Technique Nationale,
Salarié(e)s de la Fédération,

Au nom de l'ensemble des membres de la ligue Provence Alpes Côte d'Azur, je vous souhaite la bienvenue à Nice pour cette dernière Assemblée Générale du mandat.

Un grand merci à la ville de Nice qui a accepté de mettre à disposition le Centre Universitaire Méditerranéen, dans lequel nous nous trouvons actuellement.

Nizza la bella, capitale des Alpes Maritimes, ville aux multiples facettes,

Ville touristique, tout d'abord, bien connue de par son carnaval et ses corsi fleuris, sa promenade des Anglais, la prom comme l'appelle les Niçois, ses chaises bleues, ses plages de galets, le vieux Nice, son cours Saleya qui sent bon le basilic avec ses stands de fruits et légumes, son marché aux fleurs aux mille couleurs, ses restaurants et ses bars animés toute l'année. A deux pas, la place principale de la ville, la place Massena

Ville d'art, avec ses 11 musées, ses églises, comme l'église Saint Nicolas édifiée sous le patronage du Tsar Nicolas (XIXe siècle) qui se classe parmi les plus belles églises de culte orthodoxe d'Europe, la cathédrale Sainte Réparate au cœur du vieux Nice, l'église Notre dame.

Ville sportive, également. Idéalement placée entre mer et montagne, cette position permet aux Maralpins, autre nom des habitants des Alpes Maritimes, de pouvoir nager dans la grande bleue et de skier dans les stations les plus proches sur un même week end.

L'équipe de foot de l'OGC Nice au stade Alliance Riviera là où se trouve, également le Musée du sport, le passage de la flamme Olympique le 18 juin, cette année, l'arrivée du tour de France.

Et en ce qui concerne notre discipline, il faut souligner le soutien de la collectivité Niçoise aux différents clubs de la ville et aux manifestations de la Ligue.

Mais la natation en région sud ne se cantonne pas à la ville de Nice,

Grâce à l'implication de tous (bénévoles, entraîneurs, salariés des clubs) la Ligue Région Sud est présente sur tous les fronts :

D'abord et avant tout dans le développement de nos différentes disciplines et l'accès à la pratique des activités de la natation pour le plus grand nombre.

La Ligue Région sud a vu son nombre de licences augmenter de près de 50 %, depuis 2017 date de la fusion entre le Comité de Provence et le Comité Côte d'Azur, pour atteindre le chiffre de 44 379 la saison passée. Cette progression est à mettre avant tout au crédit du dynamisme de nos clubs et à l'engagement des bénévoles qui œuvrent dans un contexte parfois difficile, qu'ils en soient remerciés.

Ensuite dans l'accès et la pratique du haut niveau.

La Ligue compte 14 CAF répartis sur l'ensemble des disciplines.

4 clubs d'Excellence en natation course/eau libre et un en water-polo, trois CNAHN portés par la ligue, un en natation course et deux en water-polo, un en Natation artistique porté par le club de Aix en Provence, un CNR en natation artistique, répartis sur l'ensemble du territoire.

Cette structuration permet à de nombreux athlètes s'entraînant dans les structures de notre Ligue d'être représentés dans les différentes équipes de France.

A l'évocation des équipes de France, je ne peux m'empêcher d'avoir une pensée pour notre regrettée Camille Muffat, disparue trop tôt.

Enfin dans notre capacité d'organisation de manifestations d'envergure :

- ✓ L'organisation du Giant open séries (Nice en 2024, Nice et Marseille en 2023) ;
- ✓ Le meeting national de plongeon depuis deux années à Nice ;
- ✓ Les Championnats de France Avenir et Championnats de France Seniors de Natation Artistique qui se tiendront à Cannes du 27 au 30 juin 2024 ;
- ✓ L'EDF Aqua Challenge, une tournée de 12 étapes de natation en eau libre dont 9 se dérouleront sur notre territoire ;
- ✓ Sans oublier de nombreuses compétitions nationales organisées à Saint-Raphaël.

Puisque le temps nous est compté et avant de conclure, je tiens à assurer la Fédération du soutien sans faille de la ligue Provence-Alpes Côte d'Azur et vous souhaite un agréable séjour à Nice et de bons travaux. »

4. Interventions des personnalités locales

4.1 – Intervention de Monsieur Pascal CONDOMITTI, Adjoint au Maire, Délégué au Sport, Vice-Président Métropolitain Nice Côte d'Azur

« Monsieur le Président, cher Gilles,
Monsieur le Directeur Général, cher Laurent,
Mesdames et Messieurs les représentants de la Fédération Française de Natation,

C'est avec un immense plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Nice pour la dernière Assemblée Générale du mandat de la Fédération Française de Natation.

La Fédération Française de Natation se situe dans le top 10 des plus grandes fédérations sportives en France avec ses 5 disciplines olympiques, plus de 1300 clubs et 380 000 licenciés.

La FFN s'est progressivement ouverte à des pratiques non compétitives : l'Éveil aquatique, l'École de Natation Française ou encore le plan « J'apprends à nager » que nous menons d'ailleurs chaque année à Nice, en partenariat avec la FFF, pendant l'année scolaire (avec notamment les « classes bleues ») et la période estivale (bassin installé au Parc Phoenix) : + de 10 000 enfants bénéficient chaque année du programme grâce aux 40 MNS de la ville !

La Fédération compte en son sein de grands espoirs pour les JO de Paris 2024, en natation avec des nageurs comme Léon Marchand, Maxime Grousset ou encore Florent Manaudou, mais aussi en water-polo avec une équipe de France qui revient au 1^{er} plan suite à sa 4^{ème} place aux derniers Mondiaux.

Nice est fière de compter parmi la délégation olympique deux champions dont le poloïste Thomas Vernoux considéré comme le meilleur joueur du monde et la plongeuse Emily Hallifax, petite fille de Jean Monnot Président de l'Olympic Nice Natation.

Par ailleurs, je reste très attentif à la Natation artistique qui a réussi l'exploit de s'ouvrir aux garçons, dont le jeune fils de Virginie Dedieu qui permettra sans doute de porter un nouveau regard sur cette belle discipline.

Le Centre Aquatique Olympique inauguré le 4 avril dernier sera un formidable héritage des Jeux pour la FFN.

La natation à Nice est née dans les bassins du Port en 1912 avec le Cercle des Nageurs de Nice, 1^{er} club de la ville, qui a porté la natation niçoise pendant 77 ans à la Piscine du Piol d'abord puis à Jean-Bouin.

Puis l'Olympic Nice Natation est né de la fusion en 1989 du Cercle des Nageurs de Nice, du NUC Natation et du Nice Natation Synchronisée.

Après 1995, l'ONN a pris véritablement la dimension qu'on lui connaît aujourd'hui avec la disparition du CACEL... L'ONN 8 fois champion de France de water-polo entre 1996 et 2003.

La métropole niçoise a ainsi obtenu une reconnaissance mondiale il y a 12 ans, aux J.O de Londres avec l'avènement d'une incroyable génération de nageurs : Camille Muffat, Yannick Agnel, Clément Lefert et Charlotte Bonnet qui ont ramené 9 médailles olympiques à Nice... un record pour une ville !

L'Ecole de Nice est née cette année-là avec à la baguette Fabrice PELLERIN.

En novembre 2013 le bassin olympique a été livré et accueille exclusivement l'élite de l'ONN : un bassin de référence au service du haut niveau qui a permis à Nice d'être labellisé Pôle France avec des conditions exceptionnelles d'entraînement pour l'élite de l'ONN, et plus de créneaux libérés pour le public niçois sur les autres bassins.

Suite à la disparition tragique de Camille Muffat le 9 mars 2015, le bassin Olympique devient le Bassin Olympique Camille Muffat en octobre 2015.

L'ONN est un des plus grands clubs de France avec + de 1600 licenciés, dont 800 jeunes, répartis en 6 sections : natation course, natation en eau libre, water-polo, plongeon, natation artistique, triathlon, avec notamment Charlotte Bonnet, Charles Rihoux et Lilou Ressencourt en course pour les JO de 2024.

Nice compte également d'autres clubs comme la Semeuse, l'ASPTT, le Nicaea Waterpolo et le GSEM, soit un total de 2500 licenciés à Nice

Nice, c'est également 580 000 baigneurs par an et 10 piscines gérées par la ville : L'Ariane, St Roch, St Augustin, Comte de Falicon, St François, Le Piol, Jean Bouin, Jean Médecin, Camille Muffat et Les Combes. Des bassins vieillissants, très énergivores, pour lesquels un vaste plan de rénovation a été engagé, avec pour objectif d'améliorer et d'augmenter notre offre.

La création de nouveaux bassins est également prévue - car nous avons conscience que le nombre de m² de plan d'eau accessible toute l'année au public est encore insuffisant - mais pour l'instant mise en suspens (ex : le projet de complexe aquatique dans la plaine du Var).

Je souhaite à tous d'excellents travaux et une belle année olympique ! »

4.2 – Intervention de Monsieur Philippe MANASSERO, Président du Comité Départemental Olympique et Sportif des Alpes-Maritimes

« Monsieur le Président, cher Gilles,
Mesdames, Messieurs les Elus(es),
Mesdames et Messieurs, chers congressistes et délégués,

C'est avec une grande joie et une profonde fierté que je vous souhaite au nom du comité départemental olympique et sportif des Alpes-Maritimes la bienvenue à cette assemblée générale de la Fédération Française de Natation.

Vous êtes réunis aujourd'hui dans la magnifique ville de Nice, située au cœur du département des Alpes-Maritimes. Nice n'est pas seulement connue pour sa beauté naturelle et son climat exceptionnel, mais aussi pour son riche patrimoine sportif. C'est une ville qui a toujours encouragé le développement des talents sportifs et qui a joué un rôle clé dans l'essor de la natation en France.

Depuis de nombreuses olympiades et en particulier en 2008 et 2012, votre fédération a vu éclore et triompher de nombreux médaillés olympiques et paralympiques. Ces athlètes, par leur dévouement, leur travail acharné et leur passion pour la natation, ont porté haut les couleurs de la France sur la scène internationale. Parmi eux, nous comptons des figures emblématiques telles qu'Alain Bernard, Clément Lefert, Yannick Agnel, la regrettée Camille Muffat, Charlotte Bonnet, Emily Hallifax et l'arbitre international Sébastien Dervieux.

La proximité des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ajoute une dimension spéciale à notre rencontre d'aujourd'hui. C'est une opportunité unique pour notre pays et pour vos disciplines. Nos athlètes français se préparent avec ardeur pour représenter notre nation et, j'en suis sûr, pour nous offrir de nouveaux moments de gloire. Nous avons tous un rôle à jouer pour les soutenir et pour contribuer à la réussite de ces Jeux qui promettent d'être mémorables.

Je tiens à remercier chacune et chacun d'entre vous, et en particulier Gilles, Dominique et Laurent pour votre engagement et votre passion pour la natation. Votre présence ici aujourd'hui témoigne de votre dévouement à votre sport et à nos valeurs communes. Que cette assemblée générale soit pour vous tous, un moment de réflexion, de partage et d'inspiration.

Je vous souhaite à toutes et à tous une très belle assemblée générale, riche en échanges fructueux et en décisions positives pour l'avenir de votre fédération et de la natation française. »

5. Approbation du procès-verbal de l'Assemblée Générale en date des vendredi 2 et samedi 3 juin 2023 à Lille

Ce procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

6. - Adoption des décisions prises par le Comité Directeur depuis le samedi 3 juin 2023

Les décisions prises par le Comité Directeur depuis le samedi 3 juin 2023 sont adoptées à l'unanimité.

7. - Adoption du rapport moral de la saison 2022/2023

Le rapport moral 2022/2023 de la Secrétaire Générale est adopté à l'unanimité.

8. - Questions et débats éventuels sur les rapports d'activités de la saison 2022/2023

Patrick Gastou (CVL) s'étonne de l'absence de la ligue Centre Val de Loire dans le bilan NGN. Vincent Hamelin répond que ce point sera vérifié et un rectificatif effectué le cas échéant. Après vérification, il s'avère que la ligue n'avait pas déclaré son évènement auprès des services fédéraux. Par conséquent, aucune donnée n'a pu être intégrée dans le bilan national.

Ces rapports n'appelant aucun autre commentaire, l'ensemble des rapports d'activités de la saison 2022/2023 sont adoptés à l'unanimité.

9. Présentation et vote des modifications statutaires et réglementaires (en annexe)

9.1 - Modifications des Statuts et du Règlement Intérieur

En préambule, Carine Sollberger, Présidente du cercle de compétence Juridique rappelle que 2024 est une année olympique qui sera marquée par l'AG électorale de la fédération en fin d'année. Les modifications statutaires et réglementaires proposées cette année sont donc limitées et visent à répondre à une double problématique :

- ✓ Ne pas modifier substantiellement, à l'approche des élections, les modalités d'organisation de la vie fédérale.
- ✓ Ajuster les statuts pour que d'une part, ils correspondent toujours à la manière dont fonctionne notre institution en pratique et d'autre part, qu'ils répondent aux exigences découlant de la LOI n° 2022-296 du 2 mars 2022 visant à démocratiser le sport en France. Aussi, les statuts fédéraux ont été transmis pour avis à la direction des sports (ministère des sports) en octobre 2023 : les modifications proposées tiennent compte des observations formulées par la direction des sports.

Les modifications statutaires et réglementaires proposées cette année sont donc limitées et seront présentées comme suit :

- Les modifications relatives à l'administration et au fonctionnement du CODIR ;
- Les modifications relatives à l'administration et au fonctionnement du Bureau Directeur ;
- Les autres modifications diverses.

9.1.1 - Clarification des règles relatives au fonctionnement du CODIR : éligibilité, modalités d'organisation des élections, cas de vacance, démission...

Antoine Fontaine, Responsable Juridique, présente les propositions de modifications en réponse aux commentaires de la direction des sports comme précisé dans le document « synthèse explicative modifications statutaires et réglementaires » adressé en amont des travaux de l'Assemblée Générale.

Article 8 des statuts : renvoi vers le nouvel article 5 du Règlement Intérieur précisant les critères d'éligibilités et les modalités d'élection des collèges spéciaux.

Pour gagner en lisibilité, il est proposé de renvoyer davantage vers le règlement intérieur qui a été étoffé. Une précision est également apportée sur le cumul des candidatures entre les différents sièges réservés et le collège général : « Il est précisé qu'un candidat ne peut être candidat au titre de plusieurs sièges réservés aux licenciés ayant une qualité particulière. En revanche, un candidat non-élu en tant que représentant d'un collège spécial (titulaire ou suppléant) ou en tant que membre de la commission des SHN, pourra être inscrit sur une liste candidate au collège général ».

Articles 9.2.2 et 9.2.3 des statuts : mise à jour des critères d'éligibilité au collège général du CODIR.

Il s'agit d'une mise à jour des statuts suite à l'évolution de la législation française.

Article 9 BIS des statuts : clarification des règles de vacance avec les nouveaux scrutins.

La nouveauté c'est qu'il n'y aura plus la possibilité de coopter des membres au sein du CODIR comme c'était

le cas jusqu'à présent (les membres devant être élus par l'AG électorale). Les règles de vacance sont donc adaptées.

Cet article a induit une modification à l'article 6 du RI : les listes devront être composées d'au moins 34 personnes et au maximum 36 (2 suppléants minimum obligatoire).

Article 16.1 des statuts : Possibilité pour tout candidat de saisir la CSOE (en accord avec celui positionné en tête de liste).

Il s'agit d'un toilettage : avant seul le candidat placé en tête de liste pouvait saisir la CSOE, désormais c'est tout candidat, mais il faudra que la tête de liste en soit informée.

Patrick Gastou (CVL) s'interroge sur cette proposition relative à l'article 16.1 que tout candidat qui saisit la CSOE le fasse en accord avec la tête de liste ; cela ne répond pas à la demande du Ministère.

Laurent Ciubini répond que la remarque du Ministère a bien été prise en compte mais que nous avons estimé qu'il était normal d'en informer également la tête de liste.

Antoine Fontaine ajoute que qu'il ne s'agissait pas d'un point bloquant pour le Ministère.

Article 9.2.6 : démission d'office des membres du CODIR

En plus du cas de démission automatique pour 3 absences consécutives non justifiées aux réunions du CODIR prévu par l'article 9.3.1.1, il est proposé d'ajouter des cas de démission automatique pour coller aux nouveaux enjeux de gouvernance : interdiction d'exercer, mise sous tutelle ou curatelle, etc.

Articles 10, 11.2 des statuts & 10 du RI : réunion à distance et vote électronique.

Il s'agit d'une clarification de la possibilité d'organiser des réunions de CODIR en distanciel ou au format hybride et consultation électronique.

Article 16.5 des statuts : précisions concernant la commission des SHN

Nous avons eu quelques retours d'expérience d'autres fédérations ainsi qu'un guide des CAHN fédérales publié par le CNOSF qui nous ont conduits à préciser un certain nombre d'éléments dans l'article consacré à la commission des SHN, à la fois en matière de champ de compétences, de composition, d'élection des membres de la commission et les modalités de réunion.

Article 6 du RI : le nombre minimum de personnes par liste est fixé à 34.

Mise au vote des modifications relatives au fonctionnement du CODIR :

Pour : 100,00 % (886 voix)

Contre : 0,00 %

Abstention : 0,0 %

Les modifications relatives au fonctionnement du CODIR sont adoptées à l'unanimité.

9.1.2 -Clarification des règles relatives au fonctionnement du bureau : composition, mandat

Carine Sollberger présente les modifications proposées en réponse aux observations formulées par la direction des sports.

Article 12.1 des statuts : définition d'un mandat de plein exercice

En effet : n'étant pas possible de cumuler plus de 3 mandats au poste de Président, il convenait donc de bien définir ce qu'on entendait par mandat.

Un mandat de plein exercice est d'une durée de quatre (4) ans. Il est également précisé que :

- Un mandat de Président exercé pendant une durée minimale de vingt-quatre (24) mois est considéré comme un mandat de plein exercice ;
- Le Président de Fédération qui démissionne dans les douze (12) mois précédant la fin de la mandature sera réputé avoir exercé un mandat de plein exercice ».

Article 12.2 des statuts : le bureau doit être composé d'au moins 8 personnes (dont deux représentants des SHN) (pas plus de 25% des sièges réservés).

Articles 12 et 13 du RI : référence à la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique. Il s'agit d'un toilettage (référence à la loi du 11 octobre concernant l'obligation de déclaration du patrimoine des élus concernés).

Mise au vote des modifications relatives au fonctionnement du Bureau :

Pour : 100,00 % (886 voix)

Contre : 0,00 %

Abstention : 0,0 %

Les modifications relatives au fonctionnement du Bureau sont adoptées à l'unanimité.

9.1.3 - Modifications statutaires et réglementaires diverses : CER, Tahiti, Paris sportifs...

Antoine Fontaine présente les propositions de modifications statutaires et réglementaires diverses.

Annexe : ajout du Contrat d'Engagement Républicain

Comme pour les différentes associations ayant un agrément jeunesse et sport, la FFN a signé le Contrat d'engagement républicain et l'annexe à ses statuts.

Article 2 des statuts : précision sur les conditions de modification du siège social.

Une modification du siège social passe par une modification des statuts.

Article 5.4 des statuts : précision sur la qualité de membre d'honneur ou bienfaiteur.

Proposition de précision concernant la possibilité pour les personnes physiques ou morales d'être membres.
« Le titre de membre honoraire, membre d'honneur ou membre bienfaiteur peut être décerné par le Comité Directeur aux personnes physiques ou morales qui rendent ou ont rendu des services signalés à la FFN. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit d'assister à l'AG, avec voix consultative ».

Articles 20 des statuts & 20.6 du RI : prise en compte particulière de Tahiti, découlant de la convention FFN-FTN

Il y a une fédération tahitienne de natation ayant contracté avec la FFN (comme c'est le cas de nombreuses autres disciplines, il y a également un comité olympique de Polynésie française), l'objectif était donc de tenir compte de ces spécificités et d'en faire mention dans nos textes.

Article 21.5 des statuts : compléments apportés à la rédaction de l'article concernant les paris sportifs.

Il s'agit d'un toilettage : précision apportée suite au commentaire formulé par la direction des sports.

Article 21.4 des statuts : précision concernant la perte de qualité de licencié.

« La licence peut être retirée à son titulaire : - pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire ou en application des dispositions du Code du sport en matière de lutte contre le dopage ; - pour tout motif en contradiction avec le contrat d'engagement républicain ; - en application de mesures de précaution et protection des licenciés ; - en cas d'incapacité d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire ».

Titre VIII des statuts : modification de l'intitulé du titre pour une meilleure lisibilité.

Article 24 des statuts : modification d'une numérotation des articles.

Articles 20.4.2 et 21.2 du RI : suppression du certificat médical.

Hormis pour la discipline de l'eau froide, le certificat médical est supprimé pour les majeurs à compter de la rentrée prochaine.

Il y a simplement une obligation d'attester avoir répondu non à l'ensemble des questions du questionnaire de santé et en cas de réponse positive, il faudra alors présenter un certificat médical de moins de 6 mois.

Dominique Delchet (AURA) : d'un point de vue informatique, le verrou existant pour le certificat médical sera-t-il retiré ?

Laurent Ciubini confirme que cette adaptation du règlement d'un point de vue informatique est bien programmée à compter de la saison prochaine.

Alex Badian (Martinique) : quelles sont les motivations de la suppression du certificat médical ?

Dominique Cupillard répond que le plus souvent les certificats médicaux sont délivrés sans examen préalable. De plus il n'est valable que le jour où il est rédigé par le médecin. L'idée est donc de responsabiliser nos licenciés via un questionnaire de santé à remplir en pleine conscience, avec des fiches en fonction de leur activité. Si le licencié coche « non » à une seule question, il aura pour obligation de fournir un certificat médical. Le sport c'est la Santé et pratiquer une activité telle que la natation, comportant très peu de contre-indications ne peut faire que du bien !

Laurent Ciubini précise que cette proposition s'inscrit dans une directive nationale du CNOSF qui souhaite mettre fin à tous les verrous de la pratique sportive.

Article 43.2 du RI : règles anti-dopage et résultats en équipe.

Il s'agit d'une clarification des règles en cas de violation des règles antidopage par un équipier et les conséquences sur les titres et/ou récompenses attribués à l'équipe.

Jean-Claude Robin (Nlle Calédonie) : concernant les élections régionales, le nombre de candidats est-il obligatoirement de 12 minimum ?

Antoine Fontaine répond que les ligues ont effectivement obligation d'être en conformité avec les statuts, en respectant notamment les règles de parité. L'adaptation des statuts d'une ligue régionale peut néanmoins être anticipée via la tenue d'une AG extraordinaire de la ligue en soumettant la demande à la commission juridique fédérale.

Jacky Vieval (BFC) : si les modifications des statuts sont soumises à un retour d'agrément du Ministère, quelle sera la date de mise en vigueur de ces adaptations ?

Laurent Ciubini confirme que l'Assemblée Générale est souveraine sur ces décisions qui ne sont pas soumises à la validation du Ministère ; les modifications présentées aujourd'hui prennent donc effet dès leur validation. Antoine Fontaine explique que nous sommes dans une phase de procédure de renouvellement de notre agrément qui sera soumis au Ministère au cours de l'été.

Mise au vote des modifications statutaires et réglementaires diverses :

Pour : 97,29 % (862 voix)

Contre : 0,00 %

Abstention : 2,71 % (24 voix)

Les modifications statutaires et réglementaires diverses sont adoptées à l'unanimité.

10. Comptes financiers de l'année 2023

10.1 - Présentation des comptes 2023 et du rapport de gestion 2023

Alexandra Laboucheix présente l'arrêté comptable 2023 avec la satisfaction pour la Fédération d'annoncer un résultat excédentaire de + 342 K€.

Concernant l'atterrissage 2023 (pour rappel, les licences sont arrêtées au 15 avril 2024) :

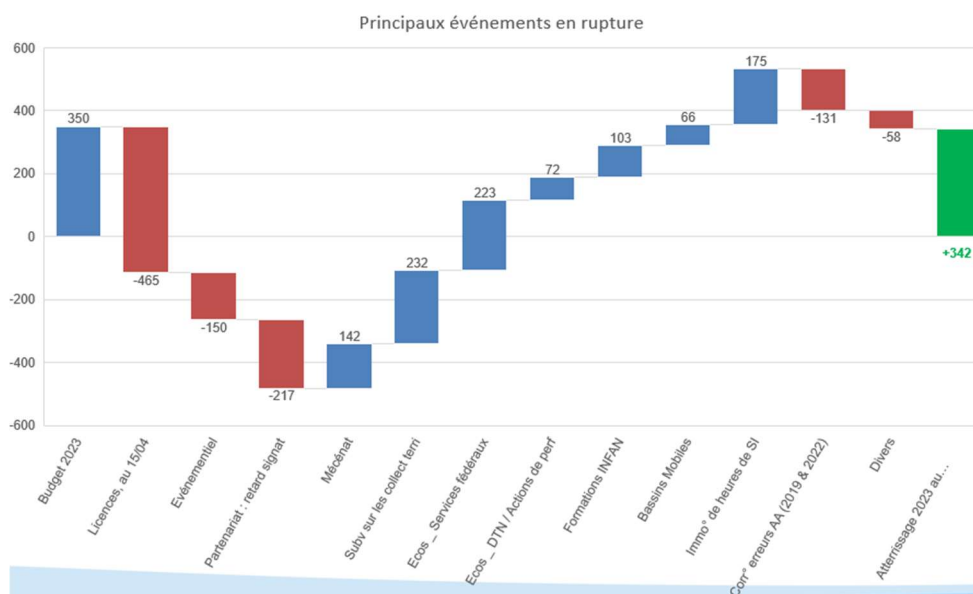
- ✓ Le budget 2023 a été voté en début d'exercice à + 350 K€
- ✓ Le résultat 2023 s'établit à + 342 K€

Si ce résultat est en adéquation avec les objectifs budgétaires, plusieurs faits significatifs ont impacté ce

résultat :

- ✓ Licences : arrêt des licences 2023-2024 au 15 avril 2024 à 6 181 K€, en décroché par rapport au budget ;
- ✓ Partenariat : malgré les signatures de deux nouveaux contrats avec Flunch et Bioderma, on constate un écart défavorable par rapport au budget à cause d'une signature tardive (décembre 2023) ;
- ✓ Giant Open : une 1ère édition déficitaire ;
- ✓ Aisance Aquatique : 136 K€ sur correction d'imputations comptables (2019 et 2022) ;
- ✓ La signature de subventions significatives avec des collectivités territoriales contribuent favorablement à notre résultat financier 2023 ;
- ✓ Mises à disposition Paris 2024 : refacturation des RH au-delà du budget ;
- ✓ Bassins mobiles : 12 nouveaux bassins en 2023 pour 6,8 M€
- ✓ Aquavista : 725 K€ d'investissement et 614 K€ de mise en service (CRM, site vitrine, DataViz)

Les principaux éléments en écarts par rapport au budget :



Arrêté 2023 par rapport au budget :

Global

Direction	Dépenses (budget)	Recettes (budget)	Dépenses Réalisé 2023	Recettes Réalisé 2023	Var° vs budget
SPORTIF	8 499 649	6 080 857	8 677 780	6 371 809	-112 822
DAF	4 775 251	11 540 500	4 699 611	11 512 125	-47 265
DRH	4 197 091	30 000	4 462 369	363 732	-68 453
ACC RESEAUX & TERRI	3 381 000	3 050 000	952 353	761 718	-140 365
RAYONNEMENT	2 081 058	2 780 074	2 680 691	3 010 870	368 837
FORMATION	1 085 905	1 183 430	1 026 508	1 221 254	-97 221
DEV PRATIQUE & SANTE	1 059 200	878 500	1 058 559	818 780	59 079
DSI	158 600	45 000	166 365	6 000	46 765
Total général	25 237 754	25 588 361	23 724 235	24 066 287	8 555

Elle détaille par secteur les variations entre le résultat 2023 et le budget 2023 et présente ensuite les

variations par rapport au budget 2022, dont un résultat d'exploitation pratiquement à l'équilibre : -33K€ (cf document en annexe).

Jean-Luc Manaudou (AURA) : la valeur résiduelle des bassins mobiles peut-elle être considérée comme une trésorerie ?

Georges de Bondy confirme qu'il ne s'agit pas d'une trésorerie, mais d'un actif.

Laurent Ciubini précise néanmoins que les bassins mobiles représentent une valeur. Si nous décidions de les vendre, ce qui n'est pas forcément notre vocation, cela deviendrait de fait de la trésorerie complémentaire. Cette possibilité n'est pas nulle car nous avons déjà eu des demandes d'achat.

Bernard Dalmon remercie l'ensemble des services fédéraux pour les efforts réalisés afin d'atteindre ce résultat. Il remercie le service financier et comptable, et en particulier Alexandra et Ingrid pour sa valeur ajoutée en tant que contrôleur de gestion. Il remercie enfin Georges de Bondy pour son expertise et les échanges constructifs qui ont eu lieu, Laurent pour le travail commun et enfin Gilles pour la confiance renouvelée.

10.2 - Rapport du commissaire aux comptes (en annexe)

Georges de Bondy présente le rapport sur les comptes annuels.

Il rappelle les responsabilités de la Direction et des CAC et présente le déroulement de la mission, l'analyse des procédures de contrôle interne de la Fédération et les points d'audit.

Concernant les axes d'amélioration du contrôle interne

Sur le principe de séparation des fonctions :

- Bonne séparation des fonctions opérationnelles et comptables,
- Cumul des fonctions comptables et de trésorerie à la Direction financière

Sur le contrôle budgétaire à l'engagement de la dépense :

- Dématérialisation des procédures de dépenses à compter du 1er janvier 2022, avec une alerte à 80% de consommation de la ligne budgétaire et un blocage à 100%.
- Le contrôle de l'engagement des dépenses n'est réalisé que pour les factures fournisseurs, pas sur les notes de frais.
- Cette procédure n'est efficace que si les engagements de dépense sont saisis avant de réaliser la dépense, et non à la réception de la facture.

Concernant les points d'audit

Les bassins mobiles :

- Redéploiement de 8 bassins sur 11 dans les collectivités en 2023.
- Investissement de 12 bassins supplémentaires financés
- Provision pour perte de valeur sur les bassins des ZAP.

Georges de Bondy rappelle que la Fédération n'a pas vocation de porter des investissements pour la mise en place de bassins mobiles en les gardant au bilan, mais d'être l'instrument pour leur déploiement.

La continuité d'exploitation :

- L'exercice 2023 dégage un résultat bénéficiaire de 342 K€, après des années compliquées,
- Les fonds propres passent de 2 641K€ à 9 543€, dont 8 046 K€ de subventions d'investissement,
- La trésorerie s'élevait à 5 310 K€ au 31/12/22, et atteint 2 940 K€ au 31/12/23,
- La pérennité d'exploitation est assurée par cette trésorerie provenant de la vente du siège de Pantin.

Jean-Luc Manaudou (AURA) pourquoi la masse salariale est-elle présentée à 4M€ et ne comporte-elle pas les cotisations sociales employeur à hauteur de 1,5M€ ? Où se situent ces cotisations sociales ?

Alexandra Laboucheix répond qu'il faut distinguer ce qui est présenté dans les annexes du CAC de ce qui est présenté pour la DRH. Une partie de la masse salariale sur le sportif est portée directement sur le budget des équipes de France et non sur la direction des ressources humaines. C'est pourquoi ce qui est porté en annexe ne peut être rattaché directement avec ce qui est présenté pour la DRH (primes, indemnités versés

au CTS,...). Il s'agit de deux périmètres totalement différents.

Laurent Ciubini explique que les cotisations sociales sont réparties sur deux masses différentes : la masse salariale des salariés, qui inclut les charges sociales et la masse salariale directement employée sur la convention d'objectifs. Un des projets du prochain mandat sera d'affecter les budgets RH à chacun des budgets. Nous avons aujourd'hui deux périmètres et à terme nous en aurons plusieurs.

Jean-Luc Manaudou (AURA) : pourquoi déprécier Célisette et non Tyr qui a une créance plus importante ?

Laurent Ciubini rappelle que Célisette a déposé le bilan et que la moitié de la dette de Tyr a déjà été dépréciée. Il reste 142K€ à rembourser et nous venons d'obtenir l'accord cette semaine du règlement de cette dette sous 14 jours.

Jean-Luc Manaudou (AURA) : dans son rapport moral la Secrétaire Générale relativise une augmentation de la masse salariale en rapport avec une augmentation du budget global. Or, le budget fédéral passe de 14M€ à 25M€, essentiellement en raison des bassins mobiles. Il s'agit là d'une présentation comptable et non financière.

Georges de Bondy répond qu'il s'agit bien d'une présentation financière puisque les bassins sont à l'actif et les subventions de financement au passif, avec un amortissement sur 10 ans ce qui change la présentation du bilan cette année de façon considérable ; et ce n'est pas la vocation de la Fédération de porter de tels investissements. Il s'agit d'une variation exceptionnelle non récurrente.

Jean-Luc Manaudou : c'est pourquoi cette présentation purement comptable peut être compliquée à comprendre par certains.

Laurent Ciubini précise que si nous n'avons pas augmenté notre masse salariale, nous exécutons un budget plus important qu'il y a 7 ans. L'indice du taux de RH reste un indicateur.

10.3 - Rapport spécial du commissaire aux comptes (en annexe)

Les commissaires aux comptes n'ont été avisés de la conclusion au cours de l'exercice 2023, d'aucune convention dite réglementée à soumettre à l'approbation de l'Assemblée générale.

La présentation complète des comptes financiers de l'année 2023 est jointe au présent procès-verbal.

10.4 - Rapport des vérificateurs aux comptes (en annexe)

François Détail donne lecture du rapport des vérificateurs aux comptes.

10.5 - Approbation des comptes annuels clos au 31/12/2023 emportant quitus au Comité directeur pour sa gestion

Mise au vote des comptes annuels clos au 31/12/2023 et affectation au report à nouveau :

Pour : (850 voix)

Contre : (0 voix)

Abstention : (36 voix)

Quitus au Comité Directeur :

Pour : (856 voix)

Contre : (30 voix)

Abstention : (0 voix)

Les comptes annuels 2023 et l'affectation au report à nouveau sont approuvés et quitus est donné au Comité Directeur.

Denis Cadon (Codir) revient sur les recettes des licences qui lui semblent surestimées considérant qu'il y a une confusion entre le nombre de licenciés et le nombre de licences. En effet la fédération compte les

licences à plein tarif, avec double compte des migrations, alors qu'au niveau du sportif on compte uniquement les licenciés.

Laurent Ciubini répond que la clarté est totale : l'indicateur fédéral est bien le nombre de licences incluant les migrations (402 000 licences et 389 000 licenciés). Le delta provient de l'estimation positive que nous faisons lors de la construction du budget.

Bernard Dalmon confirme que le budget a été construit avec le nombre de licences compétiteurs et plein tarif et que nous étions partis sur l'embellie enregistrée l'année précédente.

Patrick Gastou (CVL) explique que son vote contre le quitus résulte uniquement du fait qu'il n'accepte pas, sur le principe et sur le fond, que la Fédération réclame aux ligues de financer des actions par décision du Codir, hors budget initial. Ces décisions devraient venir de l'Assemblée Générale et non du Comité Directeur. Jean-Claude Robin (Nlle Calédonie) est d'accord avec ces propos. Néanmoins, lorsqu'on vote les décisions du Codir d'une année sur l'autre personne ne dit rien. Il est donc surpris que les remarques arrivent à ce moment-là.

11. Présentation du budget prévisionnel de l'exercice 2024

11.1 – Bilan masse salariale 2023 et perspectives 2024

Laurent Ciubini présente le bilan de la masse salariale 2023 et les perspectives 2024.

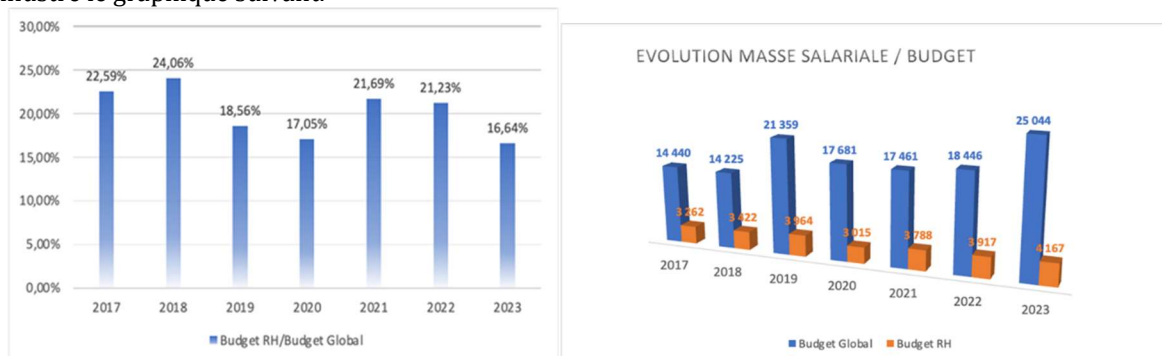
Il rappelle en préambule le contexte mouvant auquel la Fédération a dû s'adapter.

Sur le plan administratif :

- ✓ Passation d'appel d'offres systématique,
- ✓ Création d'un comité d'éthique et de déontologie,
- ✓ Création d'un conseil économique et social,
- ✓ Création d'une cellule ad'hoc de lutte contre la corruption
- ✓ Mise en place d'un suivi drastique des engagements de dépense en lien avec les commissaires aux comptes.
- ✓ Sur le plan des ressources : diminution de plus de 28% du nombre de CTS passant de 82 en 2017 à 59 fin 2023.
- ✓ Elle s'est également transformée comme jamais, dans une logique d'optimisation des ressources et de déploiements de nouveaux projets, passant son budget de 14 M€ à 25 M€ avec des ressources humaines quasiment constante.

Evolution de la masse salariale entre 2017 et 2024 :

En pourcentage global, les RH représentent 16% du budget contre 22% en début de mandat, comme l'illustre le graphique suivant.



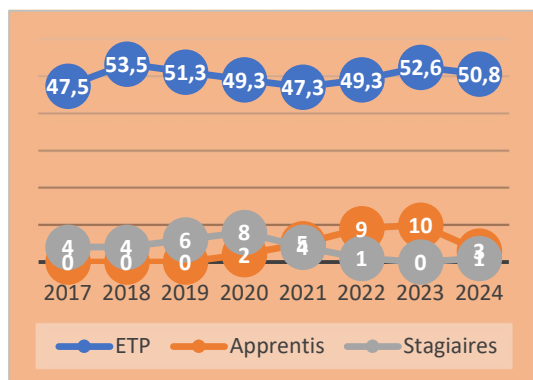
En 2023, des changements majeurs sont intervenus dans un contexte pré-olympique :

- ✓ **Sur le secteur juridique** : Antoine Fontaine remplace Antoine Durand, et Allan Tymen remplace

- ✓ Sylvain Pestana, nommé aux côtés de Basile Gazeaud sur le Centre de ressources fédérales ;
- ✓ **Sur le secteur du sportif** : Suite à la mise à disposition de Florian Lucas auprès de Paris 2024, arrivée de Loanne Guivarc'h ;
- ✓ **Sur le secteur du CFR** : Lysiane Debar a été recrutée, dans le cadre d'un financement de l'ANS sur le suivi de bassins mobiles et PSF ;
- ✓ **Sur le secteur du Marketing** : Agshara Nithyananthan à l'issue de son contrat d'apprentissage a été recrutée en CDI en tant que Cheffe Projet Marketing Digital en remplacement de Marvin Do Rego parti auprès de Paris 2024, ainsi que le recrutement d'Eva Laithier, en contrat d'apprentissage ;
- ✓ **Sur le secteur évènementiel** : deux apprenties ont été recrutées en septembre 2023 : Yasmine Chebili et Morgane Lepage ;
- ✓ **Sur le secteur Financier** : Ingrid D'Hostingue pour une journée par semaine (0,2 ETP) en tant que Contrôleur de Gestion.

Concernant les évolutions anticipées en 2024, quatre faits majeurs sont à prendre en compte :

- ✓ La période post-olympique
- ✓ La création d'une cellule CE 2026 (basculé de 4 salariés)
- ✓ Un nombre plus restreint d'apprentis (- 70 %)
- ✓ Le départ à la retraite de la DRH (suppression d'une direction)



La masse salariale devrait revenir à un niveau légèrement supérieur à 2017 et à 50.8 ETP.

Masse salariale 2017	Masse salariale 2022	Masse salariale 2023	Prévisionnel Masse salariale 2024
3 433 561	3 941 659	3 774 579	3 574 579

Concernant la formation professionnelle, 51 salariés ont suivi une formation professionnelle en 2023 (72,27 % des salariés + 10 apprentis en contrat d'apprentissage).

Les thématiques de formation :

- Langues : anglais et espagnol
- Logiciels de développement informatique
- Création contenus e-learning
- Outils Google (formation interne)
- CRM/E Mailing (formation interne)
- Intelligence Artificielle
- Formation premiers secours
- DESJEPS formation sportive
- Gestion facturation Sage

Avec un coût fédéral de 19 752 € (stable) : 179 154 € de financement des OPCO ont pu être mobilisés.

Jean-Luc Manaudou (AURA) demande dans quelle mesure les trois salariés fédéraux intégrés à Paris 2024 rapportent de l'argent et s'ils réintégreront après les Jeux la Fédération ?

Laurent Ciubini explique que cette mise à disposition fait suite à un Appel d'Offres mené par ASO, avec une facturation augmentée de 25%. Il s'agit d'une mise à disposition à titre payant et non d'un transfert de contrat de travail ; les trois salariés reviendront à la Fédération sur des missions différentes puisqu'ils intégreront la cellule CE 2026.

Stéphane Metzger (GE) : sur le prévisionnel 2024, il ne comprend pas le différentiel par rapport à 2023 avec uniquement 2 salariés en moins.

Laurent Ciubini explique qu'en plus de la diminution de 2 salariés, il y a le basculement de 4 salariés sur la cellule CE 2026 (200K€), l'investissement de 2 développeurs et le nombre plus restreint d'apprentis (70K€).

11.2 - Modifications relatives au règlement financier de la saison 2024/2025

Alexandra Laboucheix présente les propositions d'évolutions au règlement financier.

- ✓ **Point 5 - Pénalités financières pour manquement à l'obligation du 100% licence :** 20% du montant facturé sera reversé à la ligue d'appartenance du club.
- ✓ **Point 7 - Remboursement de frais :** Les frais de taxi sont soumis à autorisation
- ✓ **Point 8.2 - Tarifs Nat Course :**
 - Pour les championnats de France Interclubs Maîtres, hausse du tarif d'engagement à 150€ par équipe (au lieu de 145€)
 - Les clubs ayant déclaré qu'ils s'engageaient mais qui ne viennent pas à l'épreuve seront facturés d'une pénalité de 300€.
- ✓ **Point 10 : Prime au record de France, d'Europe ou du Monde :**
 - Pour les records réalisés en petit bassin (25m) :
 - 1.000 € en cas de record de France ;
 - 2.500 € en cas de record d'Europe ;
 - 5.000 € en cas de record du Monde.
- ✓ **Point 11 - Labellisation du circuit FFN qualificatif :** le règlement se fera uniquement par virement bancaire
- ✓ **Point 12 - Participation aux frais d'organisation à verser à la FFN :** 80.000 € pour les Championnats de France Elite Grand Bassin (50m) (au lieu de 100 000 €)

Dominique Delchet (AURA) : qu'en est-il de la proposition de mise en place d'une part départementale des licences évoquée lors de la réunion des Présidents de Comités Départementaux ?

Laurent Ciubini répond que cette proposition a été remontée et soumise au Bureau et au Comité Directeur qui a décidé de reporter cette réforme pour l'assemblée générale suivante.

- ✓ **Point 13 - Droits de transfert Général :**
 - Alignement des 5 disciplines concernant les tranches d'âge à prendre en compte pour le calcul des droits de transfert : 11 ans > 21 ans
 - Les droits de transfert font l'objet d'une facturation spécifique émise par la FFN. La FFN reverse les droits de transfert une fois la facture acquittée par le club d'accueil. En cas d'impossibilité pour la fédération de reverser les droits de transfert au club bénéficiaire pour tout motif, les droits de transferts restent alors à la FFN.

Maxime Usclat (AURA) : quelle peut être l'impossibilité pour un club de ne pas verser les droits de transfert ?

Alexandra Laboucheix répond que cela peut arriver en cas de liquidation de la structure.

Olivier Hirtzig (AURA) estime que la rédaction « pour tout motif » peut ouvrir la porte à beaucoup d'interprétation.

- ✓ **Point 13 - NC - Droits de transfert** : mise à jour des tarifs de transfert.

		Droits de transfert				
Âge	Femmes	< ou = 14 ans	< ou = 15 ans	< ou = 16 ans	< ou = 17 ans	< ou = 18 ans
	Hommes	< ou = 15 ans	< ou = 16 ans	< ou = 17 ans	< ou = 18 ans	< ou = 19 ans
% IMP ^R						
> ou = 88% mais < 90%		500 €				
> ou = 90% mais < 91%						
> ou = 91% mais < 92%						
> ou = 92% mais < 93%		1.000 €				
> ou = 93% mais < 95%						
> ou = 95% mais < 96%		2.000 €				
> ou = 96% mais < 97%						
> ou = 97% mais < 99%		8.000 €				
> ou = 99%		10.000 €				

Les modalités de calcul de l'IMP^R sont fixées au règlement Natation Course.

- ✓ **Point 15.2 - EL - Tarifs d'engagement** : les tarifs des engagements sont fixés à :
 - 15 € [vs 12€ en 2024] par épreuve individuelle ; 30 € [vs 25€ en 2024] pour les étrangers licenciés AQUA ;
 - 25 € [vs 20€ en 2024] par épreuve par équipe ; 60 € [vs 50€ en 2024] pour les étrangers licenciés AQUA.
- ✓ **Point 15.2 - EL - Tarifs pénalité retard** : pénalité de 75 euros [vs 52€ en 2024] par épreuve individuelle et de 150 € [vs 105€ en 2024] par équipe.
- ✓ **Point 17 - EL - Droits d'inscription d'une compétition comme étape de la Coupe de France** : les factures pour pénalités seront adressées aux clubs à l'issue de la compétition et seront à régler par virement bancaire.

Jean-Yves Abgrall (Bretagne) : concernant le paiement par virement bancaire, y aura-t-il remboursement en cas d'annulation de l'étape ?

Bénédicte Compois répond que les organisateurs ne paieront que lorsqu'ils auront réalisé l'épreuve.

- ✓ **Point 18 - EL - Transferts** : Mise à jour des tarifs de transfert :
 - 1 000 € pour les licenciés inscrits sur la liste fédérale Espoirs ;
 - 2 000 € pour les licenciés inscrits sur la liste fédérale Collectifs Nationaux ;
 - 3 000 € pour les licenciés inscrits sur la liste fédérale Relève ;
 - 8 000 € pour les licenciés inscrits sur la liste fédérale Seniors ;
 - 10 000 € pour les licenciés inscrits sur la liste fédérale Elite.
- ✓ **Point 20.2 - EL - Tarifs Eau Froide** : les tarifs des engagements sont fixés à :
 - 25 € par épreuve individuelle ; [vs 18€ en 2024]
 - 40 € par relais [vs 36€ en 2024]
 - Pénalité de 55 € [vs 53€ en 2024] par épreuve individuelle et de 110 € par équipe [vs 105€ en 2024]
- ✓ **Point 21.2 - WP - Délai de règlement des engagements** : possibilité de payer en 10 fois. Condition : un prélèvement automatique devra être mis en place avant le début des épreuves.
- ✓ **Point 21.2 - WP - Transfert** : mise à jour des tarifs de transfert.

Transferts WPM

Joueurs concernés	€
Sélection nationale Elite - Jeux Olympiques ou Championnats du Monde	8.000 €
Sélection nationale Elite – Championnats continentaux ou Tournoi de Qualification Olympique	5.000 €
Sélection nationale Elite – Autres compétitions internationales	3.000 €
Sélection nationale U19 - Championnats Monde U20, Championnats d'Europe U20, Universiades	3.000 €
Sélection nationale U15/U17 - Championnats du Monde U16/U18, Championnats d'Europe U16/U18	2.000 €
Licencié – Championnats de France Elite Masculine	2.000 €
Licencié - Championnats de France Nationale 1 Masculine	1.000 €
Licencié – Contrat d'Aspirant entre 18 ans et 21 ans – au 31 décembre de la fin de saison sportive (a)	1.000 € / saison
Licencié - Championnats de France Nationale 2 Masculine	500€
Licencié - Convention d'Accompagnement à la pratique du haut niveau entre 13 et 18 ans – au 31 décembre de la fin de saison sportive	500 € / saison

Transferts WPF

Joueuses Concernées	€
Sélection nationale Elite - Jeux Olympiques ou Championnats du Monde	8.000 €
Sélection nationale Elite - Championnats continentaux ou Tournoi de Qualification Olympique	5.000 €
Sélection nationale Elite – Autres competitions internationales	3.000 €
Sélection nationale U19 - Championnats Monde U20, Championnats d'Europe U20, Universiades	2.000 €
Sélection nationale U15/U17 - Championnats du Monde U16/U18, Championnats d'Europe U16/U18	2.000 €
Licenciée - Championnats de France Elite Féminine (de club Elite à club Elite seulement)	2.000 €
Licenciée - Convention d'Accompagnement à la pratique du haut niveau entre 12 et 18 ans – au 31 décembre de la fin de saison sportive	500 € / saison

- ✓ **Point 24.2 - WPF – Transfert :** afin de favoriser la pratique du Water-polo Féminin, le tarif des transferts féminins bénéficient d'une remise de 50%.

Marc Deberghes (NA) : en quoi la réduction de 50 % des transferts féminins favorise-t-elle la pratique du Water-Polo féminin ?

Gilles Séziane explique qu'il s'agit d'une aide financière car l'économie des clubs de Water-Polo féminin n'est pas du tout la même que celle du Water-Polo masculin.

Laurent Ciubini précise que cela ne change rien puisque d'un côté on aligne les transferts féminins aux transferts masculins puis l'on applique une réduction de 50%.

- ✓ **Point 31.1 - NA – Engagements :** les droits d'engagement reversés par la FFN au comité d'organisation sont fixés à 25 % pour les Championnats de France Maîtres Hiver et Eté.
- ✓ **Point 31.2 - NA – Tarifs :**
 - Alignement à 14€ des tarifs nageurs / ballets
 - Gratuité des frais d'engagements pour le club organisateur

Brigitte Bonneau (Bretagne) : pourquoi la gratuité des frais d'engagements s'adresse-t-elle uniquement aux clubs organisateurs de Natation Artistique ? N'y a-t-il pas un risque qu'il y ait des demandes dans d'autres disciplines ?

Laurent Ciubini répond que c'est déjà le cas en Water-Polo pour la CFL. Globalement les frais d'engagement ont augmenté et la gratuité est octroyée au club organisateur. Si à l'avenir nous devons élargir cette mesure aux autres disciplines, nous devons faire le calcul des coûts engendrés. L'idée est que cela aide à trouver des organisateurs.

✓ **Point 34.1 – NA – Transfert : Mise à jour des tarifs de transfert.**

Critères d'entrée	Nom de la liste	€
Athlète dans le top 12 des Championnats de France de catégorie Avenir et/ou des Championnats de France Elite de catégorie Jeune en épreuve de solo (Garçon = Top 3) et/ou de duo filles (athlètes titulaires)	Liste fédérale d'Accession	500 €
Athlète inscrit sur la Liste Collectif France Avenir	Liste fédérale d'Accession	
Athlète CAF ou CNAHN (candidature validée FFN*)	Liste fédérale d'Accession	
Liste ESPOIR et COLLECTIF NATIONAL	Listes ministérielles et listes de Haut Niveau (inscription en liste de l'année civile en cours au moment du transfert)	1 000 €
Sélection EDF Jeune	Liste fédérale d'Excellence	2 000 €
Liste RELEVE	Listes ministérielles et listes de Haut Niveau (inscription en liste de l'année civile en cours au moment du transfert)	2 000 €
Sélection EDF Junior	Liste fédérale d'Excellence	3 000 €
Sélection EDF Senior	Liste fédérale d'Excellence	6 000 €
Athlète CNR ou CNE (candidature validée FFN*)	Liste fédérale d'Excellence	
Liste SENIOR	Listes ministérielles et listes de Haut Niveau (inscription en liste de l'année civile en cours au moment du transfert)	8 000 €
Liste ELITE	Listes ministérielles et listes de Haut Niveau (inscription en liste de l'année civile en cours au moment du transfert)	8 000 €

✓ **Engagements de WP :**

Division	Catégorie	Droits d'engagements
Championnats de France Elite	Féminin	9.000 € Majoration en cas de non respect des obligations : + 4 500€ pour une équipe manquante + 9 000€ pour deux équipes manquantes
	Masculin	15.000 € Majoration en cas de non respect des obligations : + 7 500€ pour une équipe manquante + 15 000€ pour deux équipes manquantes
Championnats de France Nationale 1	Féminin	3.000 € - 2.000€ si engagement d'une équipe Elite
	Masculin	11.000 € Majoration en cas de non respect des obligations : + 5 500€ pour une équipe manquante + 11 000€ pour deux équipes manquantes
Championnats de France Nationale 2 Masculin		7.500 € - 5.500€ si engagement d'une équipe Elite ou N1 Majoration en cas de non respect des obligations : + 3 750€ pour une équipe manquante + 7 500€ pour deux équipes manquantes
Trophée Elite Masculin Pierre Garsau		1000€
Trophée Elite Féminin Alice MILLIAT		750€
Phase finale des Championnats de France Nationale 3 Masculin (a)		500€ pour les 1/4 finalistes 750€ pour les 1/2 finalistes 1000€ pour les finalistes
Championnats de France U19 Masculin		3.000€
Phase finale des Championnats de France Interclubs Jeunes (a)	U14/16 Féminin	1.000€
	U14/U16 Masculin Excellence	2.500€
	U14/U16 Masculin Honneur	175€ par match et par équipe 250€ par tournoi à 3 équipes 350€ par tournoi à 4 équipes
Coupe de France des Ligues (b)	U15 Féminin	1.000€
	U13/15/U17 Masculin	1.000€ Les engagements seront gratuits pour la ligue organisatrice

Patrick Trioen (BFC) demande des précisions sur le texte général des tarifs financiers :

- Que signifie le fait que l'affiliation « octroie automatiquement l'agrément préfectoral, c'est-à-dire la reconnaissance par l'État de l'engagement de l'association dans le domaine du sport, et lui permet corolairement de bénéficier de l'aide de l'Etat et de l'ouverture exceptionnelle des buvettes » ?

Antoine Fontaine explique que l'affiliation d'un club à la fédération donne automatiquement droit à une reconnaissance de son activité dans le champ sportif, c'est ce que l'on appelle l'agrément, qui permet d'émarger à plusieurs subventions, de calculer les cotisations sociales des salariés sur des assiettes

forfaitaires dans la limite d'un certain montant, et d'avoir six recettes exonérées au cours de l'année, dont l'ouverture de buvettes.

- La rédaction de l'alinéa (d) du tarif des licences est coercitive pour les ligues : « Le reversement par la FFN de la part régionale de chaque licence à la ligue régionale concernée est conditionné à la signature de la convention d'objectifs Développement des activités fédérales et Politique de haut niveau du dispositif de la contractualisation et corollairement au respect des dispositions de son socle commun ». Par ailleurs, toutes les ligues ont-elles signées le contrat de contractualisation, dans lequel il ne se souvient pas qu'il y ait un volet sur le haut-niveau ?

Laurent Ciubini répond que toutes les ligues ont signé le contrat de contractualisation, incluant l'exécution du programme fédéral.

Basile Gazeaud précise que le sujet du haut-niveau est dans la contractualisation ; concernant la Relève le sujet a été voté en Codir.

Patrick Fradet (IDF) : plutôt que d'instaurer des pénalités, la Fédération ne devrait-elle pas mettre en place un règlement du 100 % licences comme cela a été fait par la Ligue Ile-de-France et qui a permis de gagner une trentaine de clubs aux 100 % licences.

Laurent Ciubini répond que toute initiative est bonne et que ce sujet sera étudié par le Cercle de compétence licences.

Intervention de Michel Sauget au titre de la ligue Centre Val de Loire :

« Au cours des 10 dernières années, l'inflation définie par l'INSEE s'établit à plus de 21%.

Depuis plusieurs années, la part régionale sur les licences s'est vue nettement amputée puisque, calculée sur une moyenne annuelle, celle-ci est passée de 11 € 26 en 2015 à 8 € 91 cette saison, soit une perte de 20,8 %.

En effet, nous devons maintenant diminuer cette part régionale des différents taxes imposées par la fédération, à savoir la participation aux frais de réforme informatique, la péréquation en faveur du plongeon et maintenant le prélèvement pour assurer les actions des équipes de France jeunes.

Si nous ne sommes pas opposés à cette participation solidaire sur le fond, la forme nous inquiète puisque le comité directeur décide seul sans en passer par la case Assemblée Générale et peut donc ainsi multiplier à l'infini ce type de prélèvement.

La Ligue Centre-Val de Loire demande donc :

- D'une part, l'inscription de ces différentes taxes dans les règlements financiers (tarif licences) pour qu'apparaisse clairement la somme restante pour les Ligues et que les clubs soient informés de la diminution des aides fédérales sur les licences,
- D'autre part, un compte rendu financier détaillé de ces sommes dédiées pour que l'assemblée générale puisse constater la bonne affectation des fonds concernés. »

Laurent Ciubini répond que tout d'abord la réforme de la licence a conduit à des résultats différents en fonction des ligues : certaines ont perdu de l'argent, alors que d'autres en ont gagné ou sont restées sur un statu quo. La Fédération est passée de 3,4M€ à 3,9M€ de reversement aux ligues. Par rapport à ces 3,9M€, plusieurs options ont été prises par le Codir :

- Sur la réforme informatique un one shot de l'ordre de 190K€ répartis sur l'ensemble des ligues.
- Concernant le fonds de péréquation du plongeon, prélèvement la première année de l'ordre de 70K€ et la deuxième année de 44K€ ; il s'agit d'une décision du Codir, souverain en la matière.
- Concernant la contribution à la Relève sur 2024, à hauteur de 207K€, pour laquelle l'Outremer n'a pas été appelé à participer, il s'agit également d'une décision du Codir.

Gilles Séziane souhaite qu'un état financier de toutes les ligues et comités départementaux soit fait. L'objectif de la Fédération et de ses structures n'est pas de thésauriser mais de développer et de structurer le programme fédéral de nos cinq disciplines. Force est de constater que ce n'est pas le cas de toutes les ligues. Par ailleurs, la part régionale reversée aux ligues n'est pas en diminution. Il s'agit certes d'un effort que l'on demande aux ligues mais nous devons débattre ensemble de cette question pour l'avenir.

Laurent Ciubini rappelle que l'Assemblée Générale vote le budget. Le fonds de péréquation a donc bien été voté dans le budget par l'Assemblée Générale.

Patrick Gastou (CVL) : si la ligue Centre Val de Loire ne s'oppose pas sur le fond, il faut tenir compte du fait que toutes les régions n'ont pas le même niveau de structuration ni la même économie. Pourquoi ne pas définir plutôt une modulation de la part régionale ?

Julien Ville (Occitanie) souscrit totalement à l'intervention de Gilles et remercie Alexandra pour la présentation des comptes et modifications réglementaires claire et pédagogique. Il revient sur la réforme de la licence lancée en 2018 qui aurait pu être faite beaucoup plus tôt afin d'éviter l'érosion de la licence. Cette réforme a mis en exergue l'arrêt des licences compétiteur qui se maintiennent, mais surtout la chute des licence NPT, gage de la vitalité des Ecoles de Natation françaises. Il serait donc bon que les Présidents de ligues échangent en Conseil des Territoires sur les bonnes pratiques. A Royat en 2022 ont été votées des amendes pour non-respect de la licenciation des adhérents. Aujourd'hui nous votons une majoration de 20% des amendes qui sera reversée aux ligues d'appartenance. Les ligues sont-elles toutes prêtes à appliquer cette démarche ?

Jean-Luc Manaudou (AURA) : il s'agit davantage d'une question de méthode que de fond. Il revient notamment sur la logique administrative du fonds de péréquation du plongeur car la ligue AURA a déjà beaucoup financé cette discipline, somme toute très marginale en termes de population. Si ce fonds était intéressant, a-t-il été bien calculé ? Si le financement de la Relève n'avait pas été lissé sur deux exercices comptables, il représenterait 8% de la part régionale. Le Conseil des Territoires est le bon échelon pour entamer rapidement ce type de discussions, en termes financiers mais également d'harmonisation des pratiques sportives.

Laurent Ciubini répond que le préalable pour travailler est d'avoir une image réelle et unifiée des situations de chaque ligue. Concernant la proposition de Patrick Gastou de modulation de la part régionale, il rappelle qu'un des axiomes de base de la réforme de la licence de 2018 était d'avoir des tarifs de licences identiques pour tous (passage de 39 tarifs licences à 8).

Patrick Gastou (CVL) précise qu'en tant que président de club qui se soucie de la vie de sa région, cela ne le gêne pas de payer un euro de plus sur les licences.

Laurent Ciubini : lors de l'évocation d'une augmentation de 0,5 € en direction des départements, un reversement similaire sur les ligues avait également été imaginé. Il n'y a donc aujourd'hui aucune volonté de bloquer la part des ligues à l'avenir.

Lazreg Benelhadj (Codir) précise que le sujet de la Relève lorsqu'il a été amené en Codir, a été fortement argumenté par la Direction Technique Nationale en termes d'accompagnement des actions nationales et a donné lieu à d'importants débats. Il a par ailleurs été demandé que ces aides donnent lieu à un retour en termes de visibilité auprès des collectivités pour les ligues accueillant ces sélections sur leur territoire. Le Codir a joué son rôle et défendu les intérêts des ligues.

Gilles Séziane confirme que l'ensemble de ces débats doit avoir lieu de façon plus globale au sein du Conseil des Territoires.

Stéphane Metzger (GE) rappelle qu'historiquement il existait une réversion vis-à-vis des ligues, au travers des actions mises en place, qui avait été suspendue. Un audit des ligues avait ensuite été effectué afin d'avoir une lecture des forces et les faiblesses de chacune. Cet audit pourrait servir de base pour construire demain sur ce sujet. Concernant les contributions des ligues, les ligues fonctionnant en année sportive et non en année civile, il serait bon d'avoir une anticipation d'un exercice sur l'autre.

Jean-Claude Robin (Nlle Calédonie) s'étonne que sa ligue ait été prélevée de la contribution au titre de la Relève pour laquelle l'Outremer n'a pas été sollicitée.

Laurent Ciubini répond qu'effectivement ce n'était pas prévu et qu'une vérification sera effectuée.

Mise au vote du règlement financier 2024-2025 :

Pour : (856 voix)

Contre : (30 voix)

Abstention : (0 voix)

Le règlement financier 2024-2025 est approuvé.

11.3 – Point partenariat et mécénat

Patrick Perez rappelle que le Partenariat est important pour la Fédération non seulement d'un point de vue financier mais également en termes d'image. Les offres partenariales sont donc des échanges importants

qui justifient les services que nous devons apporter à nos partenaires. Lors de la mise en place du Giant Open en 2023, nous avons fait appel aux services de l'agence Eventeam qui nous a apporté plusieurs partenaires, dont Flunch.

Adrien Chandou fait un point sur les partenariats fédéraux.

- Un partenaire principal depuis près de 20 ans : EDF - Cash = 550 000 € / an
- Un partenaire officiel MDS, dont le contrat arrive à son terme - Cash = 80 000 € en 2024 - AO assurance en cours

Les nouveaux partenaires :

BIODERMA

- ✓ Labels « Protecteur Officiel et Partenaire Officiel de la FFN, de l'Equipe de France de Natation et de la peau des nageurs de l'équipe de France de Natation »
- ✓ Partenaires des Championnats de France et de l'EDF Aqua Challenge
- ✓ Droits à l'image collective de l'équipe de France
- ✓ Campagne de pub digitale avec le clip de 30 secondes réalisé avec les athlètes des équipes de France
- ✓ Mise en place de PLV en pharmacie
- ✓ Contrat de 3 ans (2024-2026) - 100 000€ HT / an

FLUNCH

- ✓ Labels « Partenaire Officiel de la FFN et des Equipes de France »
- ✓ Partenaires des Championnats de France et de l'Académie de la Natation
- ✓ Partenaire du Giant Open
- ✓ Droits à l'image collective de l'Equipe de France avec comme thématique principale : alimentation équilibrée dans le cadre d'une pratique sportive dès le plus jeune âge
- ✓ Réduction pour les clubs en restaurants :
- ✓ Flunch traiteur : solutions pour les clubs et les organisateurs de compétitions
- ✓ Contrat de 3 ans (2024-2026) - 140 000€ HT/an pour le partenariat FFN + 60 000€ HT/an pour le Giant Open
- ✓ 140 restaurants répartis sur l'ensemble du territoire national et plus de 4000 collaborateurs.
- ✓ En 2023, 10 restaurants ont bénéficié d'une rénovation en profondeur, amenant un concept en amélioration permanente, et qui sera déployé cette année dans une vingtaine de restaurants.

Les équipementiers techniques :

Tyr, Mako, Nahïad, Watko

Les partenaires médias :

RMC, Sport en France, France TV, Bein Sport

Les fournisseurs officiels FFN :

Biogaran, CIC, Malmsten, STC Nutrition, Hype, Make Up Forever, Thonon, Mondial Piscine, Plouf, Topsec

Autres partenaires :

Eona, Initiatives, Cryo Control, Makabine

Les partenaires techniques :

Malmsten, Topsec, Baudin Chateauneuf, Eiffage Energie, RPC, Dalkia, Myrtha Pools, Aqua Event, Ett, Etandex, Bc Inoxeo, La Scolaire, Zeller France, Gewiss

40 partenaires en 2024 :

- Partenariats officiels = 870K€ (dont 550K€ d'EDF)
- Équipementiers officiels = 67.5K€ (+ 250K€ en échange)
- Fournisseurs officiels = 204K€ (+ 60K€ en échange)
- Partenaires techniques = 166.5K€ (+ 10K€ en échange)

8 mécènes en 2024 :

- Zeller 20 040€
- SOFIP 20 000€
- Screeb 28 000€
- Recrea 20 000€

- Mondial Piscine 20 000€
- Maestis 20 000€
- APP Media 21 280€
- Sandoz 20 000€

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Michel Sauget (CVL) : suite à l'appel d'offres en cours du partenariat Assurance, quid des attestations pour les manifestations organisées en septembre ?

Antoine Fontaine répond que nous devrions avoir d'ici la première quinzaine de juin tous les éléments nous permettant de nous projeter sur la saison prochaine.

Brigitte Bonneau (Bretagne) se dit surprise concernant le partenariat Flunch car à sa connaissance beaucoup de restaurants ont fermé en 2021.

Patrick Perez répond qu'il y a peut-être une problématique régionale. L'enseigne a mis en place une nouvelle dynamique commerciale et plusieurs restaurants ont déjà été rénovés.

Guy Sabatier (GE) se dit choqué de voir parmi les mécènes Récréa qui met en difficulté certains clubs.

Laurent Ciubini précise que le mécénat n'est pas du partenariat ; cela ne nous engage en rien en termes d'image. Par ailleurs la Fédération sera de fait amenée à travailler avec eux car ils sont gestionnaires du CAO.

11.4 – Budget prévisionnel 2024

Alexandra Laboucheix rappelle les différentes étapes du processus budgétaire 2024, avec pour objectif d'arriver à un budget excédentaire de +350K€ :

- ✓ 18/09 : Démarrage du processus budgétaire
- ✓ Semaine 09/10 : Entretien avec l'ensemble des directions (hors DTN)
- ✓ Semaine 23/10 : Entretien avec la DTN
- ✓ Semaine 06/11 : Fin de la compilation et fiabilisation de tous les budgets -1ère compilation = -3M€
- ✓ Semaine 13/11 : Identification des dépenses « incompressibles », recherche d'opportunités budgétaire et proposition d'arbitrages
- ✓ Semaine 20/11 : Entretien avec les responsables pour valider ces opportunités
- ✓ Semaine 27/11 : Entretien avec la DTN, avec détermination de la part fédérale
- ✓ 29/11 : Présentation au Codir (à +350K€) → Demande de retravailler en faveur du sportif
- ✓ 12/12 : Envoi du budget au Codir pour validation (avec modifications suggérées par le Codir)
- ✓ 15/12 : Adoption définitive du budget par le Codir

Dans le processus d'équilibrage du budget des variations impactant positivement le budget par rapport à 2023 ont été identifiés.

En termes de réduction des dépenses :

- + 35K€ : fin de l'appli Swimming Heroes
- + 150K€ : fin des reversements JAN au 1^{er} janvier 2024 en échange de la possibilité de faire payer la licence

En termes de financement :

- + 80K€ de subventions de collectivités
- + 140K€ de mécénat
- + 150K€ de recettes marketing
- + 175K€ de licences

Les variations impactant négativement le budget par rapport à 2023 :

- Aquavista : - 110K€ (activation des immobilisations, hébergement des applications, licences ...)
- Masse salariale : - 50K€ (-3 ETP vs hausses conventionnelles)
- Billetterie JO : - 215K€ d'achat de places JO

- Assurance : - 30K€ suite à la liquidation de la MDS
- Aisance Aquatique : - 60K€ sur correction d'imputations comptables (2019 et 2022)
- Organisations sportives : - 120K€ suite aux augmentations des coûts de déplacements
- Cellule CE 2026 : - 200K€ pour préparer les CE 2026

Les points de vigilance sur le budget 2024 :

- Giant Open et Championnats de France à l'équilibre ;
- Dynamisme des recettes mécénat et des licences ;
- Année olympique par nature risquée ;
- Coût de l'organisation des élections 2024 avec de nouvelles règles par rapport aux élections précédentes et changement d'assureur avec la liquidation MDS.

La prise en compte de tous ces éléments permet de présenter aujourd'hui un budget 2024 excédentaire de +350K €, avec un total de dépenses à 23 019 536 € et de recettes à 23 370 278 €.

Thomas Carpentier (HDF) : nous avons eu comme information que les aides du JAN s'arrêteraient à partir du 1^{er} avril et non du 1^{er} janvier. Aussi quid des actions suite à l'arrêt de ces aides ?

Laurent Ciubini confirme qu'entre l'établissement du budget et aujourd'hui il y a un décalage. Les aides ont bien été arrêtées au 1^{er} avril.

Vincent Hamelin précise qu'au lieu de reverser des aides financières en diminution chaque année, la charge de la licence sera supportée par le pratiquant, via la somme symbolique de 15 € au titre de l'assurance et des frais administratifs. C'est le seul levier que nous avons trouvé pour que cela impacte le moins possible les budgets des clubs et de la fédération. Pour les familles les plus précaires, des dispositifs sociaux permettent de prendre en charge ces 15€.

Brigitte Bonneau (Bretagne) s'interroge sur le positionnement fédéral car nous ne sommes pas les seuls à faire du JAN par l'intermédiaire du PST, comme c'est le cas de certaines collectivités territoriales et clubs d'autres disciplines (en Bretagne c'est un club de Rugby qui touche les subventions et propose cette activité dans le cadre de leur stage sportif).

Bernard Dalmon précise que déjà certaines collectivités font déjà payer l'activité et touchent également les aides.

Jean-Luc Manaudou (AURA) demande à quoi correspond le montant de 200K€ sur l'organisation des CE 2026.

Laurent Ciubini explique qu'il s'agit de la masse salariale fédérale mise à disposition sur la cellule CE 2026.

Maxime Usclat (AURA) demande si les fonds de péréquation sont votés aujourd'hui dans le prévisionnel ?

Alexandra Laboucheix présente ensuite les différents tableaux par secteurs d'activités.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Alex Badian (Martinique) s'interroge sur l'aide outremer qui passe de 75K€ à 50K€.

Laurent Ciubini explique qu'il y a aujourd'hui un blocage sur 2 ligues qui n'ont pas rempli leurs conditions financières. Cela ne devrait pas avoir d'impact sur les 4 autres ligues. S'il y avait des difficultés à ce sujet, ce point sera bien entendu étudié.

Jean-Luc Mandaudou (AURA) : que retire-t-on des 261K€ de l'Aisance Aquatique ?

Vincent Hamelin répond qu'il s'agit du cinquième et dernier appel à projet concernant les formations Aisance Aquatique. L'ANS ne proposant plus de subventions à ce titre à l'avenir, la Fédération a intégré les contenus des formations de l'Aisance Aquatique dans ses formations fédérales.

Bernard Dalmon remercie Alexandra Laboucheix et son équipe pour le travail réalisé.

Mise au vote du budget prévisionnel 2024 :

Pour : (752 voix)
Contre : (58 voix)
Abstention : (76 voix)

Le budget prévisionnel 2024 est approuvé.

12. Avancées des travaux Aquavista

Vincent Baudevin et Erwan Austin, représentants la Société Maestis, présentent l'avancement des différents chantiers Aqua Vista, dont la refonte de l'ENF, la plateforme digitale, la refonte de l'architecture technique, le circuit licences, structures et affiliations et paiement / facturation.

A noter également un projet d'intégration de l'Intelligence Artificielle dans les usages avec la mise en place prochainement d'ateliers de réflexion.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Patrick Trioen (BFC) : le circuit licences s'apparente-t-il à un Swim Community fédéral ?

Vincent Baudevin répond qu'il s'agit de reprendre le parcours du licencié dans son entièreté.

Laurent Ciubini précise que pour l'instant les prérequis techniques ont été identifiés mais à ce stade aucune décision n'est encore prise notamment concernant le circuit.

Patrick Trioen (BFC) : sur le circuit d'apprentissage du nageur, l'idée est-elle que les clubs valident des étapes ou est-ce juste informatif ?

Vincent Baudevin : dans le cadre de l'ENF, il s'agit d'avoir une première visibilité du parcours du nageur et de l'obtention de ses diplômes.

Vincent Hamelin ajoute que l'ENF s'adresse à toutes et à tous, les adolescents ni les adultes ne seront oubliés.

Patrick Trioen (BFC) : les deux sites actuels (extranat et ffnatation) seront-ils refondus sur le nouveau site fédéral ?

Vincent Baudevin confirme qu'il n'y aura plus à terme qu'un seul site fédéral.

Vincent Hamelin remercie Maestis pour leur accompagnement sur l'ensemble des outils.

19h00

Fin des travaux de la journée

19h30

Remise des Médailles d'Or 2023 de la FFN suivi du dîner de gala au restaurant « Le Temps d'un Été »

- Madame Huguette GAULIN (Nouvelle Aquitaine)
- Monsieur Daniel GUERIN (Bretagne)
- Monsieur Jacques LEFEVRE (Pays de la Loire)
- Monsieur Michel GUILLEMIN (AURA)
- Monsieur Jean-Louis BORGNI (Provence-Alpes Côte d'Azur)
- Monsieur Patrick BUNEL (Grand Est)
- Monsieur Jimmy PERSIGANT (Nouvelle Aquitaine)
- Madame Christine KITEGI (Occitanie)
- Monsieur Patrick TRIOEN (Bourgogne Franche Comté)
- Monsieur Hervé LESTURGIE (Normandie)

Un discours en l'honneur de chacun des récipiendaires est donné.

13. Bilan et perspectives du PPF

Rémi Duhautois et Julien Issoulié présentent le bilan du PPF et les perspectives 2024.

Pour rappel le PPF s'est construit sur deux olympiades avec comme objectif ambitieux de remporter des médailles olympiques dans les 5 disciplines de Paris 2024, avec une mise à jour en 2021.

Les bases posées entre le ministère, l'ANS et la FFN :

- ✓ Le cercle Haute Performance → Excellence « priorités 2024 » → sportifs ciblés
- ✓ Les pratiques de Haut Niveau → Excellence → CNE et clubs d'excellence
→ Accession nationale → CNAHN
- ✓ Les pratiques compétitives initiales → Accession territoriale → CAF

2017-2018 : Création des Clubs d'excellence et des CAF NC, du CNE à l'INSEP, avec notamment le WP

2019-2020 : Stabilisation - NC : financement de l'excellence

2021-2022 : Amélioration – création des CNAHN NC - Suivi des CAF et de l'excellence – Création du Centre National Relève Natation Artistique – Création des CNAHN WP

2022-2023 : Personnalisation - Liste des 100 meilleurs nageur(se)s / Maisons régionales de la Performance - Sportifs isolés - Apport de la science pour personnaliser les besoins

2023-2024 : Répétition – Appliquer tout ce qui a fonctionné depuis 2017 - Focus sur les sportifs prioritaires 2024

Le détail du PPF par discipline est ensuite présenté.

Water-Polo : Evolution sur les 2 olympiades avec la création d'un Centre National d'entraînement pour les filles à l'INSEP, l'augmentation des regroupements et du suivi individuel, avec notamment une modification de l'encadrement des EDF et la création de la strate accession nationale avec les CNAHN regroupant les meilleurs sportifs qui constituent la création des EDF jeunes, réunis sur une structure nationale mais qui ne sont pas au quotidien ensemble. A noter que l'ANS avait initialement fixé un cadre où l'accession nationale ne pouvait être financée que par les territoires ; aujourd'hui cette accession nationale est récupérée par la Fédération ce qui permettra de ne plus avoir d'obligation de rattachement.

Natation Artistique : même évolution sur les 2 olympiades avec à la mi-mandat la création du CNR et des CAF pour l'accession territoriale avec un cahier des charges pour la reconnaissance des clubs formateurs.

Plongeon : changement d'encadrement à la mi-olympiade avec la mise en place de Clémence Monnery avec une priorité donnée au plongeon synchronisé.

Natation Course / Eau Libre : création en 2017 des clubs d'excellence et des CAF et changement de financement, puis à mi-mandat l'identification des 100 meilleurs nageurs par la cellule dédiée du PPF pour constituer les centres, éligibles à des aides spécifiques et à un suivi particulier.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

14. Disciplines sportives et offres de pratique spécifiques : bilans et perspectives

Julien Issoulié présente le point à J-55 des JO : le processus de sélections, le calendrier des épreuves et les différents lieux d'hébergement et d'entraînement des différentes disciplines.

Rappel du processus de sélections pour les JO :

- Les critères de sélection définis par la Fédération sont adressés à la validation du Bureau du CNOSF

- Les sélections nominatives de la DTN sont adressées à la validation du Bureau Exécutif du CNOSF, après avis de la Commission Consultative des Sélections Olympiques du CNOSF (CCSO)

Point sur les qualifications acquises :

Natation Artistique :

- Duo (Anastasia Bayandina et Eve Planeix)
- Equipe (Laelys Alavez, Anastasia Bayandina, Ambre Esnault, Laura Gonzalez, Romane Lunel, Eve Planeix, Charlotte et Laura Tremble)

Eau Libre :

- 10 km dames (Caroline Jousse et Océane Cassagnol)
- 10 km messieurs (Logan Fontaine et Marc-Antoine Olivier)

Plongeon :

- 3m synchro dames (Naïs Gillet et Juliette Landi)
- 10m synchro dames (Jade Gillet et Emily Hallifax)
- 3m individuel messieurs (Jules Bouyer et Gwendal Bisch)
- 3m synchro messieurs (Jules Bouyer et Alexis Jandard)
- 10m synchro messieurs (Gary Hunt et Łois Szymczak)

Water-Polo :

- Equipe masculine
- Equipe féminine
- Sélections des joueurs et joueuses le 5 juillet 2024

Natation Course : Les qualifications pour les épreuves individuelles Dames et Messieurs et les qualifications nominatives pour les relais se feront lors des Championnats de France de Chartres.

Les différents sites de compétition du 26 juillet au 11 août 2024 :

- CAO : Water-Polo, Plongeon et Natation Artistique
- Paris La Défense Arena : Natation Course et Water-Polo (la deuxième semaine)
- Pont Alexandre III : Eau Libre

Les hébergements :

- Village olympique : Water-Polo M & F, Natation Course, Plongeon, Natation Artistique
- Centre National d'Entraînement du Tennis : Eau Libre.

Pour rappel, cette délocalisation s'explique par le fait que l'épreuve olympique d'Eau Libre débute très tôt le matin (lever des athlètes à 4 h) et que la vie au village olympique n'est pas propice à se coucher de bonne heure. La prise en charge est faite par le CNOSF.

Les entraînements :

- INSEP : Water-Polo M & F, Eau Libre
- Piscine de Puteaux : Eau Libre

La Maison de la Perf (dispositif de l'ANS) prendra place au sein du Lycée Marcel Cachin. Elle fera office d'annexe pour la délégation française, avec des espaces de réunions, d'entraînements, médicaux, de récupération, d'échanges, d'analyse vidéo.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

14.1 - Water-Polo – Présenté par Benjamin Mercier et Yann-Even Grall

Les temps forts et faits marquants de la saison :

- ✓ La 4ème place mondiale de l'équipe de France Masculine aux Championnats du Monde de Doha : tournant et impact médiatique pour la discipline
- ✓ Sébastien Dervieux arbitre de la finale des Championnats du Monde Messieurs à Doha
- ✓ Un calendrier particulier avec des Championnats d'Europe et des Championnats du Monde
- ✓ Lille et Marseille conservent leur titre de champion de France Elite

- ✓ Toulon et Bordeaux sont champions de France de National 1
- ✓ Monaco est champion de France de National 2
- ✓ Pays d'Aix Natation est champion de France U19
- ✓ Granville WP est champion de France U14 filles
- ✓ Marseille termine à une place de la finale de la League des Champions
- ✓ Organisation de matchs amicaux des équipes de France en préparation pour les JO : remerciements aux ligues et clubs support pour leur réactivité et leur soutien

Les perspectives pour la prochaine saison :

- ✓ World Cup et Championnat du Monde féminin et masculin
- ✓ 11 championnats nationaux et 2 Coupes de France chez les séniors
- ✓ 4 Coupes de France de Ligue
- ✓ Elaboration d'un plan de formation pour les entraîneurs de WP
- ✓ Poursuite du travail de suivi au sein des CNHAN et accompagnement des CAF
- ✓ Engagement de l'équipe du CNE filles dans le Championnat Elite
- ✓ Projet de Centre National garçons toujours à l'étude

Les principales évolutions du programme sportif :

- ✓ Passage des catégories interclubs garçons U15 et U17 à U14 et U16
- ✓ Championnat national U14 et U16 : première phase en zone Nord et Sud
- ✓ Ouverture du Championnat U19 à tous les clubs
- ✓ Championnat de France de National 1 féminin, match aller/retour
- ✓ Inscription possible d'une équipe seconde en national 2 pour les clubs Elite

Les évolutions réglementaires :

- ✓ Qualification des équipes en Elite masculin sur présentation de 3 contrats de joueurs et 1 contrat d'entraîneur, et pour Elite féminin 1 contrat d'entraîneur.

Michel Metay (NA) : sur les équipes U14 filles, n'y a-t-il pas eu de dérive sur les extensions de licences, avec des clubs recrutent sur toute la France ?

Yann-Even Grall : on ne peut pas parler de dérive mais plutôt d'une optimisation de la règle. Aussi, dans le règlement de la saison prochaine, si un club souhaite accueillir une extension de licence, il n'aura pas autorisation de le faire dans une autre ligue que la sienne.

14.2 - Natation Artistique – Présentée par Dominique Cupillard et Sylvie Neuville

Les temps forts et faits marquants de la saison 2022-2023 :

Une priorité : l'accompagnement des clubs pour le changement.

Un contexte : la révolution réglementaire WA en janvier 2023

→ Maintien et renforcement des liens :

- Webinaire le 6 novembre 2022 et colloque les 20 et 21 janvier 2023
- Plusieurs réunions de cercles de compétences durables et éphémères.
- Renforcer les liens entre la FFN, les ligues et les clubs.

→ Accompagnement : se réinventer dans la contrainte

- Formation des officiels et des entraîneurs en visio-conférences
- Un système de formation continue (colloque, webinaire, questions/réponses, hotline et formations sur le territoire).

→ Adaptation progressive aux modifications réglementaires : les nouvelles figures imposées et nouveaux éléments techniques appliqués de suite. Adaptation en fonction du niveau de pratique et des catégories d'âges.

→ Apporter à tous les clubs et à tout niveau une réponse de programme adapté.

La France est un pays organisateur de compétitions internationales reconnu dans le monde : Coupe du

Monde Montpellier World Aquatics a accueilli 32 pays avec une billetterie à guichet fermé

Concernant le PPF :

- ✓ Un remaniement et un parcours plus fléché avec, en plus du CNE INSEP et des 4 CNAHN, la création d'un Centre National Relève à Aix en Provence en septembre 2022 et de 12 CAF.
- ✓ Des formations des entraîneurs dont 7 sessions auxquelles ont participé 7 entraîneurs de CNAHN et 19 entraîneurs CAF
- ✓ Volonté affirmée pour une pédagogie plus respectueuse de l'athlète avec le respect de l'intégrité physique et psychique.
- ✓ Analyse vidéo et évaluation (DARTFISH)

Les principaux résultats des équipes de France en 2023 :

- ✓ Jeux Européens seniors en Pologne : Equipe Acrobatique Championne d'Europe et Equipe Technique 3ème
- ✓ Championnats du Monde seniors à Fukuoka : Equipe Acrobatique 5ème
- ✓ Championnats d'Europe Junior à Funchal : Solo Technique 2ème, Duo mixte Technique 2ème, Solo Technique 3ème et Equipe Technique : 3ème
- ✓ Championnats du Monde Jeune à Athènes : Championne du Monde Jeune Solo : Romane Temessek

Les perspectives pour la prochaine saison 2024/2025 :

Nous sommes en attente du nouveau tableau de difficultés et du catalogue remodelé des acrobaties de World Aquatics fin août début septembre 2024. En fonction de ces informations, il sera possible de déterminer les possibilités d'extension de la codification sur les différentes catégories d'âges et niveaux de compétition.

Des impératifs : continuer l'accompagnement des clubs, entraîneurs et officiels : colloque, webinaire, questions/ réponses, hotline, formations en piscine par regroupement de ligues et étoffer le réseau des Contrôleurs Techniques (complets et de synchronisation).

Les évolutions réglementaires :

- ✓ Suivre l'évolution de la limitation des apnées et l'équilibre artistique des ballets.
- ✓ Adapter les points de pénalités (par exemple pour athlète manquant) au montant des nouveaux totaux de points résultants de la codification.
- ✓ Synchronat : le résultat obtenu aux figures imposées permettra l'équivalence à l'épreuve n°3 technique du synchronat. Les autres épreuves devront être validées en sessions de synchronat.

Objectifs généraux :

- ✓ Assurer une organisation efficace et solide du PPF afin d'assurer un apport optimum à l'Equipe de France Senior et assurer l'après Paris 2024.
- ✓ Une stratégie plus affirmée pour les officiels internationaux afin d'assurer une présence française sur les grands rendez-vous.
- ✓ Continuer les efforts sur la pratique masculine en vue de l'évolution des épreuves aux JO (2028/2032)
- ✓ Renforcer la formation des entraîneurs et officiels pour la protection de nos pratiquants.

14.3 - Plongeon - Présenté par Sylvie Caillet

Le développement du Plongeon :

L'objectif principal de la saison 2022.2023 a été de poursuivre le projet de développement du plongeon tel qu'il avait été défini. L'idée est de relancer l'activité plongeon sur les différents territoires et offrir l'opportunité aux jeunes plongeurs de multiplier les confrontations et de côtoyer les plongeurs de haut niveau.

Chaque saison, deux meetings promotionnels sont organisés, celui des Lumières, début décembre et celui de Nice courant mars. Ces deux compétitions sont accessibles en individuel à 1M, 3M, et par équipes intergénérationnelles ; elles permettent d'accéder aux épreuves nationales sous réserve que les minimas

requis soient réalisés. Petit à petit, nous pouvons constater que le nombre de plongeurs progressent au fil des meetings.

La première édition de la coupe de France des Ligues s'est déroulée à Rennes courant mai 2023 ; cette compétition par équipe, appréciée de tous, a engendré un suspens intéressant.

Les championnats de France d'été en juin 2023 se sont déroulés à Strasbourg. En juin 2024, les infrastructures sont à nouveau mises à disposition, pour accueillir ces championnats de France 2024.

Le bilan de la formation :

Le projet de développement compte un deuxième axe, qui est celui de la formation.

Frédéric Pierre, CTS plongeur, a préparé et organisé, en lien avec le service de L'INFAN, la formation initiale et continue des entraîneurs. 2 formations continues des entraîneurs pendant 4 jours chacune, sur Lyon Vaise :

- Formation n°1 : optimisation de la performance en compétition : 6 stagiaires (3 MSN, 1 BPJEPS AAN, 1 BNSSA, 1 master bénévole).
- Formation n°2 : les fondamentaux en plongeur : 6 stagiaires master bénévoles dont 2 souhaitent intégrer le parcours MSN.

En lien avec les bénévoles responsables des officiels, la formation initiale et continue des juges et des officiels de table : formation des officiels nationaux : 3 candidats supplémentaires.

Les évolutions réglementaires :

- ✓ Maintien des deux circuits fédéraux avec ajout d'une épreuve par équipe (hiver / printemps) ;
- ✓ Ajout d'un championnat régional d'hiver ;
- ✓ Ajout d'un championnat de France d'hiver avec possibilité de qualification lors du meeting fédéral d'hiver ou des championnats régionaux d'hiver ;
- ✓ Suppression de la coupe de France des ligues ;
- ✓ Ajustement des séries de plongeur Maîtres à présenter lors des Championnats de France Maîtres en se calquant sur les règlements internationaux de la WA.

Ces évolutions auront un impact sur le budget prévisionnel des clubs et des actions de développement, financé par le fonds de péréquation des ligues et seront donc discutées lors du prochain cercle de compétence le 13 juin 2024.

Le Haut Niveau :

- ✓ Les plongeurs français ont également pris part aux différents championnats internationaux de la World Aquatics avec de belles performances, en vue de décrocher des qualifications pour les JO de Paris. Ils ont glané au passage, quelques médailles lors des jeux européens et des championnats du monde de Fukuoka où Jules Bouyer et Alexis Jandard obtiennent une belle médaille d'argent en synchro à 3m.
- ✓ Le travail se poursuit et les plongeurs peaufinent les dernières difficultés qui leur permettront de prétendre peut-être à des finales voire pourquoi pas, à des podiums.
- ✓ C'est sous la responsabilité de Clémence Monnery, Directrice des Équipes de France de Plongeur, qui travaille en étroite collaboration avec Maïssam Naji, la DTN et de « l'Optimisation de la Performance », que nous attendons de découvrir nos plongeurs français, à qui nous souhaitons de réaliser de belles performances lors des Jeux Olympiques de Paris.

Evelyn Ciriegi (IDF) rappelle que cette discipline olympique n'est pas toujours écoutée au niveau des équipements. Il serait bon d'intervenir auprès de l'ANS pour insister sur l'importance de prévoir des fosses à plongeur dans tous les nouveaux projets de piscine.

Gilles Séziane souligne le mérite de cette discipline qui obtient des médailles internationales malgré ses limites en termes d'installations sportives disponibles sur le territoire. Nous avons aujourd'hui grâce au CAO un magnifique équipement ; reste à solutionner le problème de la scolarisation des athlètes eu égard à sa localisation.

14.4 - Natation Course – Présentée par Denis Cadon, Marc Hanssler et Bénédicte Compois

Rappel de la feuille de route :

- ✓ Une finalité : Permettre à chaque compétiteur de construire son propre projet de performance pour nourrir une ambition Fédérale commune de haute-performance.
- ✓ Deux objectifs pour l'olympiade :
 - Redonner sa place à la pratique compétitive pour tous et à tous les niveaux.
 - Accompagner la construction du parcours de performance au travers de programmes sportifs adaptés et faciliter le lien entre développement et haut-niveau.

Pour rappel nous avons vécu une olympiade très compliquée avec des impacts liés au Covid, dont la perte de compétiteurs. En 2023, la tendance s'inverse avec un retour des compétiteurs, à la hauteur de 2018, notamment sur les catégories Avenir.

Les marqueurs forts de 2023 :

- ✓ La réforme des meetings labellisés qui se traduit par un repositionnement des ligues en tant que premier point de qualification pour les Championnats nationaux,
- ✓ La semestrialisation afin de pallier la perte de jeunes nageurs
- ✓ Le changement des catégories d'âges avec des adaptations et ajustements permettant de répondre aux différentes problématiques.
- ✓ Utilisation des moyens vidéo pour accompagner l'arbitrage

Un point de situation de l'année 2023 est ensuite présenté, dont l'analyse détaillée de l'ensemble des données liées aux compétiteurs (cf document en annexe)

Les objectifs pour 2025 :

- ✓ Amplifier l'accompagnement des territoires : accompagnement et collaboration des ETR.
- ✓ Développer l'animation sportive, implication des Départements :
 - Ne pas manquer la « vague » des 10 ans et –
 - Déplacer la crête des 11 ans en progressant sur le taux de renouvellement des licences.
 - Accent fort sur l'environnement des actions de la Coupe de France des Départements.
- ✓ Optimiser l'interaction des Départements avec les Ligues sur la charnière des 13-14 ans : moment critique en termes d'animation sportive (« catalogue » des rencontres sportives) qui doivent permettre aux moins compétitifs de garder le contact avec une confrontation ludique, sans fermer la porte au progrès.
- ✓ Programme sportif :
 - Au-delà de la promesse qu'il ne changerait pas, il est plus que jamais important de stabiliser l'implication des clubs dans notre dispositif et de parier sur une nouvelle amélioration des indicateurs de suivi.
 - Toutes les opportunités d'améliorer l'existant seront étudiées et mises en œuvre, si pertinentes et non complexes.

Denis Cadon remercie l'ensemble des membres du cercle de compétence, Marc Hanssler pour le formidable travail accompli, l'équipe des SI sans laquelle ces analyses ne seraient pas possibles, les correspondants des ligues, ainsi que le sous-cercle « management des compétitions ».

Julien Ville (Occitanie) remercie pour cette présentation et analyse dont des indicateurs très intéressants s'en dégagent, le plus important étant la mise en évidence du pic de la gaussienne de la distribution des effectifs de compétiteurs en fonction de l'âge ; l'enjeu étant de déplacer ce pic vers des âges plus élevés. Les outils pour y parvenir ne relèvent cependant pas uniquement de la natation course mais d'une problématique plus transversale car il nous faut attirer les bénévoles mais également les parents de nageurs à l'encadrement des compétitions en les formant aux fonctions d'officiels.

A juste titre il a été donné aux ligues le poids d'organiser la confrontation dans les territoires. Par contre, les meetings labellisés nationaux sont un outil de promotion de la confrontation au sein des territoires. C'est

pourquoi il faut laisser aux ligues l'organisation des meetings, avec une latitude sur les grilles. En effet, au niveau de la confrontation au sein des ligues il n'y a pas deux ligues qui fonctionnent de la même manière : on ne peut pas calquer le fonctionnement d'une ligue avec 4 ou 5 départements avec une ligue avec 13 ou 14 départements.

Il demande donc que les ligues aient plus de latitude, dans le respect bien entendu du cadre fédéral, pour organiser leur confrontation au niveau régional.

Marc Hanssler précise que sur les Championnats nationaux, la grille est ouverte à près de 7 000 nageurs qui ont pour ambition de préparer des échéances nationales ou de s'y qualifier. Le rendez-vous final est de 1 500 nageurs. La vocation des meetings nationaux est de permettre la confrontation entre les ligues et non de s'adresser à la spécificité de son territoire. La possibilité de le faire avait été donnée via les meetings régionaux en 2022, mais cela a été un échec car la confrontation attendue pour cette population de 7 000 nageurs était complètement diluée.

Denis Cadon rappelle qu'un cadrage national est fixé qui permet d'accéder aux qualifications. Néanmoins 95 % de la population des nageurs n'atteint pas le niveau national. Chacun doit trouver une offre de pratique et une confrontation à son niveau. C'est pourquoi des jalons sont posés pour que les ligues trouvent des solutions pour adapter la confrontation à leur territoire, avec des partenariats inter-ligues si besoin adaptés. L'objectif des meetings est de favoriser la confrontation à un bon niveau, dans les meilleures conditions.

Julien Ville (Occitanie) dit ne pas être convaincu des évolutions apportées aux meetings nationaux par rapport à ce qui se faisait avant. La confrontation des meetings nationaux est aujourd'hui trop restrictive et nous n'avons pas les effectifs que nous avions auparavant. On a vu des meetings nationaux avec 100 nageurs.

Marc Hanssler cite l'exemple de Metz qui a bloqué volontairement la participation de son meeting à 350 nageurs car ils estiment que c'est le bon chiffre pour réunir les bonnes conditions de la performance.

Jean-Luc Manaudou (AURA) confirme qu'effectivement un meeting de natation course avec trop de nageurs ne permet pas la confrontation dans les meilleures conditions possibles. Il faut certes travailler sur l'élargissement de la base mais à un certain niveau, avec la fixation d'un seuil du niveau de confrontation réaliste.

Gilles Séziane : la structuration de la pratique est très importante pour garder les jeunes le plus longtemps possible ; le Final Tour Benjamins est un des exemples des choses intéressantes car il permet à des nageurs d'avoir une finalité sans pouvoir accéder au championnat national.

Dominique Delchet (AURA) : pourquoi la date de la finale de la Coupe des Départements est toujours fixée en décembre 2025 alors que les Présidents de Départements avaient demandé de l'avancer en juillet où les nageurs sont les plus performants.

Marc Hanssler répond que nous sommes dans une logique d'expression des meilleurs nageurs sur toute l'année civile. Au niveau de la semestrialisation sur le 200 4N nous avons eu une progression énorme de juillet à décembre des filles 12 ans.

Brigitte Bonneau (Bretagne) : un travail énorme reste à faire avec les entraîneurs afin de leur faire intégrer le changement des catégories d'âges et le passage à l'année civile.

14.5 - Eau libre / Eau froide – Présenté par Bénédicte Compois et Roland Cabanes

Les temps forts et faits marquants de la saison 2023 :

- ✓ Augmentation du nombre d'événements Eau Libre et du nombre de licenciés : 105 événements déclarés sur la plateforme (102 en 2022) et 24000 participants ; 9934 licences EL (8813 en 2022).
- ✓ Championnats de France indoor à Sarcelles le 28 janvier : consultation des clubs et entraîneurs pour évaluer les besoins et attentes de ce type de compétition.
- ✓ Championnats de France à Dunkerque du 23 au 25 juin : innovation avec un nouveau format de parcours plus compact (tour de 1000m) - 109 nageurs sur le 10 km / 135 nageurs sur le 5km / 18 équipes sur le relais mixte 6km.
- ✓ Organisation d'une Certification World Aquatics les 3 et 4 août : excellents résultats de nos français qui permet la sélection de 8 d'entre eux pour les JO.
- ✓ Test Event, la répétition des JO sur la Seine les 3 et 4 août : 28 délégations et 107 nageurs, une expertise des équipes FFN qui a permis une organisation de qualité malgré l'annulation de la compétition et labellisation de l'organisation (charte des 15 engagements écoresponsable des organisateurs d'événements).

- ✓ Renforcement du suivi des étapes du circuit coupe de France : 46 étapes et 33 organisateurs ; 3418 nageurs (1411 dames et 2007 messieurs) ; 2 réunions de préparation et de lancement de la saison réunissant l'ensemble des organisateurs ; outils nationaux d'accompagnement (sécurité, composition de jury, charte).

Focus sur le développement de la discipline Eau Froide :

- ✓ Championnats du Monde en Eau froide « Ice Swimming » à Samoens du 12 au 15 janvier : 42 délégations / 489 participants / 1845 engagements ; 1er au classement des médailles par nation (22 médailles) ; 3ème place de l'équipe nationale pour le 4x250 mixte du relais des nations ; 7 records du monde battus par nos françaises ; superbe organisation entre partenariat avec l'IISA et la Ville de Samoens
- ✓ Organisation d'un webinaire « Développement de la nage en Eau Froide/Glacée » le 5 avril : 40 participants ; présentation de la discipline / témoignages des organisateurs / présentation des règlements, cahiers des charges pour garantir la sécurité des nageurs / présentation des ressources pour organiser un événement / identification des candidats à l'organisation d'un événement

Perspectives pour la prochaine saison :

- ✓ Coupe de France 2024 : 45 étapes et
 - Phase qualificative du 7 janvier jusqu'au 18 septembre
 - Finale de coupe de France le 21 et 22 septembre à Lissac sur Couze (19)
- ✓ Championnats de France été 2024 :
 - Longue distance (24km) : 7 juillet à Villiers ur Loir (41)
 - 5 et 10km : 13 et 14 juillet à Compiègne (60)
 - Relais 4 x1500 : 21 septembre à Lissac sur Couze (19)
- ✓ Championnats d'Europe à Belgrade (SERB) du 10 au 13 juin
- ✓ Championnats d'Europe Juniors à Vienne (AUT) du 12-14 juillet
- ✓ Jeux Olympiques 2024 : 8 août (dames) et 9 août (messieurs) à Paris (Pont Alexandre III)
- ✓ Championnats du Monde juniors à Alghero (Sicile ITA) du 6 au 8 septembre
- ✓ COMEN 2024 (dates et lieu non déterminés)
- ✓ Championnats de France Eau froide 2024 : mi-décembre (lieu à confirmer)
- ✓ Réforme des circuits Eau libre (Coupe de France et EDF AquaChallenge) :
 - Offrir plus de lisibilité à nos pratiquants licenciés
 - Adapter les circuits aux objectifs et profils des nageurs
 - Accompagner les pratiquants dans le développement de leurs potentialités
 - Offrir plus de notoriété / visibilité à nos organisateurs d'événements
- ✓ Nouveau applicatif Eau libre au 1er semestre 2025 - Programme AquaVista :
 - Evolution des outils Eau libre (site internet ffneaulibre / extranet)
 - Identifier et formaliser les besoins des utilisateurs
- ✓ Le développement de la nage en Eau froide :
 - Organisation des championnats de France
 - Accueil de Championnats d'Europe 2025
 - Identification de nouveaux lieux de pratiques
 - Création d'un circuit type « Coupe de France »

14.6- Natation estivale – Présentée par Joël Pineau et Vincent Hamelin

Le contexte :

- ✓ 2 axes de travail : la pratique sportive dédiée à près de 120 clubs du 1er juin au 31 août et le développement des activités en milieu naturel.
- ✓ Liges qui développent un programme sportif estival : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire
- ✓ Finalités estivales 2023 : 2 compétitions sur un même week-end et sur un même lieu, du vendredi 25 au dimanche 27 août 2023 à Chauffailles (bassin de 25m, 5 couloirs)
- ✓ Réussite du IVème Critérium national 2023 : 45 clubs, 292 participants et 1154 engagements

- ✓ Réussite de la 1ère Finale nationale Interclubs TC 2023 : 15 équipes dames et messieurs de 6 nageur(euse)s (+ éventuellement 1 remplaçant), 16 clubs
- ✓ Catégories d'âge 2024 : harmonisation avec la Natation Course
- ✓ Rappel : le port de vêtements techniques lors des compétitions n'est autorisé qu'à partir de la catégorie Juniors

Les échéances nationales 2024 :

2 échéances sur un même week-end et sur un même lieu : du vendredi 23 au dimanche 25 août 2024 à Saint-Jean-Pied-de-Port (64) en Nouvelle Aquitaine (bassin de 25m, 6 couloirs)

- ✓ **IIème Finale nationale interclubs toutes catégories :**
 - Compétition par équipes toutes catégories
 - Equipe : 6 nageurs (+ éventuellement 1 remplaçant)
 - Épreuves individuelles (12) : NL (50m, 100m et 200m), dos (50m, 100m et 200m), brasse (50m, 100m et 200m), papillon (50m et 100m), 4 nages (200m)
 - Épreuves de relais (2) : 6 x 50m nage libre et 4 x 100m 4 nages (100m par nage)
 - Qualifications : 18 équipes (dames et messieurs) dont la meilleure équipe masculine et la meilleure équipe féminine de chacune des 5 ligues historiques (AURA, BFC, NA, Occitanie et PDL)
 - Un classement féminin et un classement masculin. Le classement s'effectue par addition des points obtenus pour chaque équipe à la table de cotation fédérale. Les points des relais ne sont pas doublés.
 - Une coupe aux trois premières équipes dames et messieurs + médailles aux nageurs
 - Bonus de points - Classement national des clubs : 500 pts pour la 1ère, 400 > 2e, 300 > 3e, 200 > 4e et 100 > 5e.
- ✓ **Vème Critérium nationale de natation estivale :**
 - Compétition individuelle + relais
 - Catégories (3) : Juniors 1/2, Juniors 3/4 et Juniors 5 et plus
 - Épreuves individuelles (13) : NL (50m, 100m, 200m et 400m), dos (50m, 100m et 200m), brasse (50m, 100m et 200m), papillon (50m et 100m), 4 nages (200m)
 - Épreuves de relais (TC) (2) : 4x50m nage libre et 4x50m 4 nages (dames, messieurs et mixte (2/2) (nouveau))
 - 1 médaille aux 3 premiers de chacune des 3 catégories (dames et messieurs)
 - 1 médaille à chaque nageur des trois 1ers relais toutes catégories (dames, messieurs, mixte)

Le guide pratique de l'organisateur d'une animation territoriale et de pleine nature est ensuite présenté.

Lien de téléchargement du guide sur le site FFN : https://www.ffnatation.fr/sites/default/files/2024-03/FF_NATATION%2021%2C5X28_070324.pdf

14.7 - Maîtres – Présentés par Christiane Guérin

Pour rappel la discipline a dû faire face à une importante perte de compétiteurs durant la période Covid, notamment en raison de la fermeture des piscines. Aujourd'hui les maîtres sont revenus dans les bassins, notamment lors des Championnats de France d'Été en Antibes en 2023.

En 2024, les Championnats de France Été se tiendront à Montpellier du 20 au 23 juin avec une étape d'eau libre dont le lieu sera communiqué prochainement.

Calendrier prévisionnel 2024-2025 :

Championnats de France Hiver : Le Mans

Championnats de France Été : Chalon-sur-Saône (à confirmer)

Christiane Guérin tient à adresser au nom du cercle de compétence Maîtres tous ses remerciements à Philippe Maillaut, pour le travail réalisé en faveur de la discipline.

Sylvie Neuville ajoute que les Championnats de France Maîtres de Natation Artistique du 21 au 23 juin

prochain à Chenôve accueilleront 600 compétiteurs.

Laurette Berton (Nlle Aquitaine) demande à quel moment le calendrier de la discipline sera connu. Christiane Guérin répond qu'il est en cours de finalisation et sera communiqué dans les meilleurs délais.

15. Rénovation de l'Ecole de Natation Française : déploiement de l'Académie de la Natation

Vincent Hamelin présente le point d'avancement de la rénovation de l'ENF.

L'Académie de la natation a pour ambition de faire évoluer l'enseignement de la natation pour lutter activement contre les noyades et apporter aux nageurs un accompagnement efficace pour continuer à progresser tout au long de leur pratique. Le levier déterminant pour atteindre ces objectifs consiste à renforcer la formation des éducateurs sportifs et, plus largement, les encadrants qui œuvrent sur l'apprentissage de la natation. L'accompagnement, sur la base de formations en action, s'appuie sur les 6 niveaux de construction du nageur (modèle théorique de fonctionnement du nageur) qui s'applique du débutant au champion.

Les objectifs :

- ✓ Faire évoluer l'enseignement de la natation et partager une vision commune fédérale
- ✓ Lutter activement contre les noyades
- ✓ Améliorer la formation des nageurs et favoriser leur épanouissement
- ✓ Renforcer la formation des éducateurs sportifs
- ✓ Disposer d'un cadre de référence de formation commun

Les deux volets de l'Académie de la natation :

- ✓ Les pratiques et activités : Aisance Aquatique, Ecole de Natation Française et J'Apprends à Nager
- ✓ Les formations : formation nationale d'instructeurs ADN, formations territoriales de formateurs ADN et d'encadrants ADN

Les objectifs de la nouvelle Ecole de Natation Française :

- ✓ Lutter activement contre les noyades et enrayer le déficit du savoir-nager
- ✓ (Re)devenir un acteur majeur en matière d'apprentissage
- ✓ Conquérir de nouveaux publics
- ✓ Fidéliser les licenciés au sein des structures fédérales notamment celles et ceux qui ne souhaiteraient pas forcément accéder à la compétition ou qui n'en ont pas encore le niveau
- ✓ Renforcer la formation des nageurs et des encadrants
- ✓ Faciliter l'accès à la compétition
- ✓ Prendre en compte une nouvelle discipline pour ouvrir et renforcer l'ENF

L'ENF est un dispositif de développement et de promotion de la natation et des disciplines plutôt qu'un dispositif « restrictif » d'accès à la compétition.

Calendrier et perspectives :

- ✓ Septembre 2023 : remplacement du Sauv'nage par le test du Savoir-Nager en Sécurité (SNS)
- ✓ Janvier - Février 2024 : validation des grilles de progression des disciplines
- ✓ Mars à Juin 2024 : développement du site vitrine ENF, création du nouvel univers graphique, création de l'Admin ENF et de l'espace nageur, vidéos des différents niveaux de progression des disciplines
- ✓ Juillet à Août 2024 : finalisation des dossiers, développements et tests, API entre les Systèmes d'information des fédérations et outils numériques de l'ENF
- ✓ Septembre 2024 : lancement de l'ENF renouvelée

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Sylvie Caillet (Codir) : la fédération a réussi à uniformiser un test pour le savoir nager en sécurité avec l'Education Nationale. Les paliers mis en place pour l'aisance aquatique ont-ils également pour ambition d'être en adéquation avec l'Education nationale ?

Vincent Hamelin confirme que la volonté de la Fédération est de travailler avec l'Education Nationale et les collectivités sur la problématique des noyades. La collaboration n'est néanmoins pas identique dans tous les territoires.

16. Point sur les dispositifs à destination du réseau fédéral

16.1 – Campagne PSF 2023

Julien Issoulié présente Pierre Hui, nouveau CTS fédéral intégré depuis septembre 2023 et qui travaille entre autres sur le PSF.

Olivier Hirtzig remercie l'ensemble des salariés et des CTS qui ont travaillé afin de permettre à l'ensemble des clubs toutes disciplines concernées à se retrouver dans les demandes de financement du PSF. Leur dévouement et leur coopération ont fait que cette commission a fait un excellent travail.

Comme depuis de nombreuses années, la FFN a eu pour mission de gérer la campagne 2023 et à ce titre, a été chargée d'instruire les dossiers de demande de subvention et de soumettre des propositions de versements directement à l'Agence nationale du Sport.

Pour rappel, le PSF est un véritable outil au service du déploiement du projet fédéral de la fédération dans les territoires et permet aux structures fédérales de solliciter des subventions pour la mise en œuvre d'actions visant la structuration et le développement de leurs activités afin d'accroître le nombre de licenciés.

Nous avons cette année encore affiné le catalogue d'actions fédérales éligibles ciblées en cohérence avec les rôles et missions de chacun, sur son territoire. Après chaque campagne de demande de subvention PSF, il revient à la commission de s'assurer de la mise en œuvre des actions financées au titre du PSF en veillant à ce que les structures fournissent bien leurs bilans d'activité et financier et les structures ont l'obligation de justifier la bonne utilisation de la subvention octroyée. Cette année, l'ANS demande le remboursement des subventions pour les projets non réalisés.

Pour conclure, Olivier Hirtzig Catherine Arribé qui a porté les campagnes PSF durant de nombreuses années et qui va prendre dès septembre de nouvelles fonctions au sein de la fédération, et il souhaite la bienvenue à Pierre Hui qui va travailler avec la commission.

Pierre Hui rappelle que le PSF est une enveloppe de l'ANS dédié au développement des pratiques.

Les enjeux du PSF :

- ✓ Décliner les stratégies de développement sur le territoire.
- ✓ Augmenter le nombre de pratiquants licenciés
- ✓ Les orientations prioritaires sont à discrétion des fédérations dans une logique de développement mais restent dans le cadre suivant :
 - Critère d'intérêt général
 - Garantir la pratique du sport pour tous (tous les âges de la vie, tous les publics)
 - Diversifier l'offre de pratique et les publics accueillis
 - Renforcer l'accompagnement des structures du réseau fédéral
 - Corriger les inégalités sociales
 - Cohérence et complémentarité avec le contrat de délégation et de développement

Plus de structures ont été financées en 2023 par rapport à 2022 mais moins d'actions ont été financées dans le même temps. A noter que la moyenne de financement est en baisse constante si l'on excepte l'année 2020 Covid.

Evolution des actions et des montants octroyés par thématique entre 2019 et 2023 :

- ✓ Augmentation du nombre de projet en faveur du développement des pratiques
- ✓ Montant moyen accordé en baisse hormis pour l'ETR (+ 2000€ par action en moyenne en 2023)

- ✓ En 2022 et 2023 : 120 000 € sur ce dispositif contre 9000 € en 2021

Evolution des actions par région : les dynamiques régionales apparaissent très diverses, dépendant du projet de développement des ligues mais aussi de l'environnement spécifique à chaque territoire.

Les chiffres clés de la campagne PSF 2023 :

- ✓ 1 416 000 € alloués pour 5 352 569 € demandés
- ✓ Sur 386 dossiers déposés → 340 dossiers financés (88%)
- ✓ Sur 1 102 actions déposées → 932 actions financées (85%)
- ✓ Parmi les 340 dossiers financés : 250 structures déjà bénéficiaires du PSF en 2022 + 90 nouvelles structures par rapport à 2022 (dont 81 nouveaux clubs et 9 CD)
- ✓ 882 150 € destinés aux clubs pour 277 dossiers
- ✓ 163 055 € destinés aux CD pour 49 dossiers
- ✓ 370 795 € destinés aux ligues pour 14 dossiers
- ✓ 932, c'est le nombre de projets accompagnés financièrement par la FFN
- ✓ 1519 €, c'est le montant moyen de subvention attribué par action
- ✓ 40 %, c'est le pourcentage de dossiers renouvelés à l'identique par rapport à 2022

Olivier Hirtzig met l'accent sur le fait que tous les clubs ont besoin du PSF mais que malheureusement force est de constater que les webinaires mis en place par la Fédération ne sont pas suffisamment suivis.

Évolutions en 2024 :

- ✓ Poursuite de l'évaluation :
 - Ventilation de la subvention par dispositif / thématique
 - Analyse des effets sur le développement
- ✓ Travail avec l'échelon régional :
 - Pré-diagnostic des régions
 - Entretien FFN-Région pour co-construire le diagnostic
 - Établissement de priorités régionales parmi les actions éligibles au PSF
- ✓ Rédaction de fiches « actions » afin de guider les demandeurs :
 - Les types de projets éligibles pour les actions
 - Les attendus pour comprendre le projet et instruire les demandes
 - Les critères d'évaluation » post-actions »

Les perspectives du PSF 2024 :

- ✓ Mise en œuvre de la campagne PSF 2024, en cours d'instruction, sur les mêmes modalités que celles de 2023
- ✓ Enveloppe PSF 2024 attribuée par l'ANS : 1 420 000 €
- ✓ 2 nouveaux dispositifs proposés :
 - « **Animations Vacances Olympiques et Paralympiques** » : mise en œuvre d'actions de découverte/ d'apprentissage de la natation pour un public non licencié, pendant les vacances de printemps et d'été. 5 demi-journées à raison de 300€ / demi-journée, soit une aide forfaitaire de 1500€ / stage.
 - « **1000 emplois socio sportifs** » : création d'emploi d'éducateur sportif exerçant des missions d'insertion sociale et professionnelle, CDI, aidée sur 3 ans à hauteur de 60K€, groupe 4 de la CCNS. Emplois ciblés sur les 500 villes prioritaires du gouvernement

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Laurette Berton (Nlle Aquitaine) remercie les services fédéraux pour la qualité des fiches « actions » mis à disposition des clubs.

Patrick Fradet (IDF) qualifie la gestion des dossiers PSF 2023 par la Fédération d'assez catastrophique en raison du manque de concertation entre le montage des dossiers de demande de subventions et l'annonce

du résultat de la campagne nationale en septembre. Sur la campagne 2024, la Fédération a néanmoins fait d'énormes progrès en mettant en place des webinaires très appréciés, des documents d'aide au montage des dossiers à destination des clubs et des réunions de concertation avec chaque ligue afin d'affiner les propositions. Il remercie à ce titre Pierre Hui et le cercle de compétence pour le professionnalisme dans le traitement des dossiers de la ligue IDF.

Olivier Hirtzig répond que l'annonce du résultat de la campagne dépend de l'ANS et non de la Fédération. Certes des améliorations sont encore à réaliser et cette année chaque ligue a un référent dédié au niveau fédéral pour l'accompagner dans le traitement des dossiers.

16.2 – Présentation des action liées à la prévention des violences et des atteintes à la probité

16.2.1 – Lutte contre les Violences Sexistes et Sexuelles

Agnès Berthet rappelle que la lutte contre les violences représente un engagement fédéral fort :

Parce qu'il s'agit d'un phénomène de société et que le sport n'est pas épargné

Parce qu'on doit permettre de libérer la parole

Parce que notre devoir est la protection de nos licenciés

Parce que notre responsabilité est d'éduquer, sensibiliser, accompagner

Le rôle de la Fédération est de s'assurer que ses activités se déroulent dans un environnement propice à l'épanouissement dans les 5 disciplines et de construire une culture de la vigilance collective. En parler est la clé du progrès.

Prérogative ministérielle et contrat de délégation :

- ✓ 2020 : mise en place du Plan national de prévention sous la coordination de Fabienne Bourdais :
 - Extension du contrôle d'honorabilité (janvier 2021)
 - Construction et mise à disposition d'outils de sensibilisation (septembre 2020)
 - Développement de contenus de formation
- ✓ 2022 : Contrat de délégation : plan de sensibilisation, nomination d'un référent national en la personne d'Agnès Berthet et mise en place d'un réseau de référents régionaux.
- ✓ 2023 : Commission parlementaire au cours de laquelle toutes les fédérations olympiques ont été auditionnées.
- ✓ 2024 : Loi du 8 mars :
 - Harmonisation des modalités de contrôle d'honorabilité des éducateurs sportifs avec les dispositions du code de l'action sociale et des familles.
 - Obligation de signalement des comportements à risque, sous peine de faire l'objet d'une interdiction d'exercer.
 - Extension des mesures de police administrative d'interdiction d'exercer aux exploitants d'établissements d'activités physiques et sportives.
 - Consécration du principe de signalement des comportements dangereux à l'autorité administrative par les fédérations sportives agréées ainsi que par les exploitants/dirigeants d'établissements.

Ainsi, entre 2020 et 2024, une organisation fédérale s'est mise en mouvement pour protéger le licencié, traiter toutes les situations, construire la culture de la vigilance (et non de la suspicion) et sensibiliser.

Aujourd'hui des procédures de signalement ont été mises en place à la Fédération. Le recueil et le traitement des signalements des faits de violence avérés doivent être faits uniquement au niveau national via une fiche de signalement disponible sur le site fédéral (<https://www.ffnatation.fr/stop-aux-violences-je-signale>), ou via le lien signal-sports du Ministère (signal-sports@sports.gouv.fr).

Au niveau fédéral, une fois examinés, les faits sont transmis à la Cellule de Gestion de Situations Prioritaires, composée du Président, du Directeur Général, du DTN, du responsable juridique et du référent national. En fonction des faits, c'est l'Organisme de Discipline qui prend le relais et, toujours en fonction des faits, un

signalement est réalisé à l'article 40 du Procureur de la République et la cellule signal sport est informée.

Au niveau de la prévention et de la sensibilisation :

- ✓ Un référent partenariat, Mylène Cadilhac, en charge de faire vivre les conventions avec les Associations avec lesquelles la Fédération a signé, dont et Colosse aux Pieds d'Argile et e-Enfance,
- ✓ Un réseau de référents régionaux dont l'objet est d'activer les actions de sensibilisation et non de traiter les signalements.
- ✓ Un cercle de compétence dédié qui établit la feuille de route dont :
 - Une obligation dans le cahier des charges du PPF d'avoir suivi des actions de sensibilisation
 - Une thématique obligatoire dans toutes les formations
 - La possibilité de financer des actions de sensibilisation via le PSF
 - La formation des dirigeants

Au niveau de la communication, une campagne spécifique sur le respect, le bizutage, le harcèlement et les situations de départ en stage (rappel des bonnes pratiques).

Les partenaires fédéraux proposent des actions de sensibilisations disponibles et des ressources pour accompagner les victimes (notamment accompagnement psychologique) :

- ✓ Les Papillons,
- ✓ Colosse aux Pieds d'Argile (crédits disponibles sur la convention - convention à re-signer en fin de saison),
- ✓ E-Enfance (nouvelle convention, permanence téléphonique (3018/3020 sur le cyber harcèlement)
- ✓ Comité National Contre le Bizutage

Agnès Berthet rappelle enfin quelques notions de vigilance collective, en tant que Dirigeant, ligue, CD, club, officiel, éducateur, entraîneur ou CTS, sur la carte professionnelle, le cadre d'intervention des pratiques, les règles de communication et les réseaux sociaux.

A venir :

- ✓ Une campagne de sensibilisation (affiches)
- ✓ Des outils pour la formation et dans le cadre de la sensibilisation :
 - Un outil pour les formateurs des ERFAN, présenté aux ERFAN en juin
 - Un questionnaire proposé par le groupe Ethique et intégrité de l'INSEP pour tous les encadrants des structures du PPF et pour tous les présidents de ligues et clubs, comme outil d'accompagnement et de sensibilisation

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

Evelyne Ciriegi (IDF) estime que nous devons nous féliciter collectivement pour les actions menées sur ce secteur par la Fédération, qui est très en avance et très remarquable par rapport à d'autres fédérations.

16.2.2 – Prévention des atteintes à la probité

Antoine Fontaine présente la cartographie des risques anti-corruption.

Pour rappel, la loi Sapin II crée l'Agence Française Anticorruption (AFA) chargée d'aider les autorités compétentes et les personnes morales ou physiques, privées ou publiques, qui y sont confrontées, à prévenir et à détecter les faits d'atteintes à la probité.

L'AFA a adressé en mars 2023 aux services fédéraux l'ensemble de ses observations et recommandations après avoir contrôlé et analysé les différents processus mis en place par la FFN

Observation : « A la date du contrôle, la Fédération ne dispose pas d'une cartographie des risques d'atteinte à la probité ».

Recommandation : « D'ici la fin du premier semestre 2024, élaborer une cartographie des risques d'atteinte

à la probité en veillant à adopter une méthode appropriée. Celle-ci devra offrir l'assurance raisonnable que les risques identifiés, sur le fondement d'une analyse fine des processus prenant notamment en compte les risques avérés et l'appréciation des opérationnels gérant les processus, reflètent fidèlement les risques d'atteintes à la probité auxquels la fédération est exposée et que les risques identifiés soient évalués à leur juste niveau et couverts par des plans d'action de nature à en assurer la maîtrise ».

Suite à la recommandation de l'AFA, un plan d'action a été établi par la Fédération :

- ✓ Création du Cercle de Compétence Anticorruption
- ✓ Méthodologie adoptée par le cercle de compétence fin 2023
- ✓ 10 Entretiens réalisés avec les salariés en mars et avril
- ✓ Entretiens avec DG, DTN et DTN adjointe
- ✓ 3 Entretiens réalisés avec les élus en mai
- ✓ Cartographie en cours de rédaction : livraison pour juin 2024

16.3 – Bassins d'apprentissage temporaires : bilan 2023 et perspectives 2024

Basile Gazeaud fait un focus sur le projet 'Natation, Olympisme et Handicap' déployé avec le CD92 et la ligue IDF en juillet et décembre 2023. Ces bassins d'apprentissage temporaires permettent d'accueillir les scolaires du département et huit associations, avec une gestion intégrale par la ligue Ile-de-France. Il s'agit d'une fierté pour la Fédération avec le modèle le plus qualitatif que nous pouvions faire sur le sujet, à un prix imbattable, avec des vestiaires, des sanitaires et un traitement de l'air, avec une validation par les commissions de sécurité et l'ARS.

L'enjeu de 2024 sera de revoir des modèles intermédiaires situés entre les bassins estivaux de 2023 et cette version haut-de-gamme.

Les perspectives 2024 :

- ✓ Budget de redéploiement ~350 K€
 - 7 bassins en autonomie (MGN, Martinique, Pignans, La Trinité)
 - Conventions signées avec Marseille (144 K€), Villetaneuse, Dugny, Roubaix, Sisteron
 - 2 sites pilotes JAN/AA à Nice et Montpellier
- ✓ Acquisition de 2 à 5 nouveaux bassins ~250-550 K€
 - Modèle d'équilibre toujours atteignable en Ile-de-France et en Outre-mer
 - Subventions ANS et Région IDF
- ✓ Accompagner la transition du projet NOHa
 - Fin du projet en juillet 2024
 - Souhait des 3 villes des Hauts-de-Seine de maintenir les bassins
 - Discussions en cours avec le Département pour cession / mise à disposition / devis de déplacement des bassins

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

17. Point événementiel 2024 et Championnats d'Europe 2026

Patrick Perez met l'accent sur l'importance des organisations événementielles qui participent pleinement au rayonnement de la Fédération en termes d'image et de mise en valeur de nos disciplines et de nos sportifs. Nous aurons la chance et la fierté d'organiser en 2026 en France les Championnats d'Europe de Natation au CAO qui nous permettront de démontrer notre capacité organisationnelle et par extension d'élargir la base des pratiquants.

Adrien Chandou présente ensuite en détail les organisations 2024 ainsi qu'un clip promotionnel pour chacune d'entre elle :

- ✓ **Giant Open les 23 et 24 mars 2024 à Saint-Germain-en-Laye**
 - 200 nageurs français et internationaux
 - 2 ambassadeurs de renoms : Florent Manaudou et Alain Bernard
 - Des épreuves qualificatives et spectacles toutes nages confondues
 - 1 programme hospitalité
 - 2000 spectateurs privilégiés et des milliers de téléspectateurs grâce à un plan média optimal
 - Diffusion sur BeinSports des sessions finales sur les 2 jours de compétition et sur France TV
- ✓ **Inauguration du CAO le 4 avril 2024 à Saint-Denis**
 - Un partenariat financier fort avec la Métropole du Grand Paris
 - 1 Directrice artistique expérimentée sélectionnée par la FFN : Nathalie Deetjen / Osmôz Cie
 - 78 enfants de 35 clubs différents issus des 8 comités départementaux d'Ile de France
 - 19 encadrants FFN / Osmôz Cie / clubs
 - 1 comédien/acteur (MNS)
 - 13 nageuses artistiques - 14 plongeurs/euses - 10 nageurs/euses - 20 poloïstes EDF féminine
 - 17 staffs sportifs INSEP et clubs
 - 5 journées de répétition
- ✓ **Test Events au CAO du 3 au 10 mai 2024 – Natation Artistique, Water-Polo et Plongeon**
 - 4 compétitions sur 8 journées
 - 1591 nuitées
 - 41 délégations
 - Environ 3 000 personnes accréditées
 - 4 500 repas pris à la piscine
 - 12 jours d'événements avec les entraînements
 - 224 volontaires et 115 staffs Paris 2024 - 25 volontaires et 31 staffs FFN
 - Natation Artistique : affluence totale 5 198 (3 jours de compétition)
 - Water-polo : affluence totale 4 621 (3 jours de compétition)
 - Plongeon : affluence totale 2 289 (3 jours de compétition)
 - Total spectateurs hors VIP : 11 228
 - CA total : 154 232,6 € TTC
- ✓ **Championnats de France de Natation du 16 au 21 juin 2024 à Chartres**
 - 6 jours de compétition
 - 600 nageurs et nageuses attendus
 - Unique opportunité de qualification pour les JO de Paris 2024
 - 1 800 spectateurs par session
 - 3 diffuseurs TV : France 4, beIN Sports et Sport en France
 - 100 médias accrédités

Patrick Perez souligne la satisfaction de l'ensemble des athlètes d'avoir participé aux test events au CAO.

La présentation complète est jointe au présent procès-verbal.

18. Validation du lieu et de la date de l'Assemblée Générale 2025

Validation à l'unanimité de l'organisation de l'Assemblée Générale 2025 en Ile-de-France les 30 et 31 mai (lieu à définir).

19. Questions diverses

19.1 – Richard Lagrave (Occitanie) : dans le cadre de l'organisation de la Coupe de France des Benjamins et de l'esprit d'équipe sur les 12-13 ans, il propose d'organiser sur la même année sportive les qualifications en janvier et les finales en juillet.

19.2 - Olivier Hirtzig (AURA) demande si les clips vidéo réalisés par l'évènementiel peuvent être mis à disposition des clubs dans le cadre de leurs opérations promotionnelles.

Laurent Ciubini confirme que ces vidéos seront bien entendu à la disposition de ceux qui le souhaitent sur simple demande auprès de la Direction du Rayonnement.

20. Clôture par le Président

Gilles Sézionala remercie l'ensemble des participants pour la teneur des propos qui ont produit de riches échanges. Il remercie également tous les acteurs fédéraux, élus, cadres techniques, salariés, cercles de compétence, pour l'ampleur du travail effectué et la richesse des présentations de ce jour. Il remercie enfin les bénévoles de la ligue PACA et tout particulièrement Dominique, Michèle et Philippe, pour l'excellente tenue de cette Assemblée Générale, organisée dans des conditions optimales.

Il souhaite que pour les prochaines années une demi-journée soit ajoutée afin de permettre une optimisation des débats.

Il souhaite à chacun un bon retour dans sa région.

La séance est levée à 12h30.



La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD



Le Président
Gilles SEZIONALE